

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Dossier

N° 473 du 08.08

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Congrès du Fatah 2009 : fumée, jeux de miroirs et amertume.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 a 15 Diverses vidéos.

1-6 La police de l'occupation israélienne attaque et arrête Huda Al-Imam.

1-7 Les causes de la guerre.

1-8 Gaza-le-grand-mensonge.

1-9 Jonathan Cook : Des internautes payés pour diffuser la propagande israélienne.

1-10 Richard Silverstein :

Alerte à la propagande Hasbara ! La machine de relations publiques sioniste se met en marche.

1-11 5e anniversaire de l'arrêt de la Cour de justice internationale qui condamne l'existence du mur de la honte.

2 Les brèves

2-1 Les squatteurs en Palestine se sont tiré des roquettes sur eux-mêmes !

2-2 Israël défend l'usage de la force et du phosphore blanc dans l'offensive à Gaza.

2-3 Gilad Atzmon : Il est peut-être temps de parler de la montée des crimes juifs?

2-4 Colonisation et agressions des colons contre les Palestiniens et leurs biens.

2-5 Djallal Malti : Pour les réfugiés palestiniens, le droit au retour dans un cercueil.

2-6 Un haut responsable du Fatah rentre d'exil.

2-7 Congrès du Fatah 2009

1 Réuni en congrès, le Fatah n'exclut pas la lutte armée.

2 Des différends éclatent entre Abbas et des délégués.

3 Lutttes intestines entre délégués.

4 Point de vue de 'La Paix Maintenant' : Congrès du Fatah à Bethléem : nous avons un partenaire.

3 Dossier

3-1 Fares Chahine : Une ONG israélienne 'tire' contre son camp.

3-2 Jérôme GUILLAS : Gaza = Phosphore et sang.

3-3 Chhristophe Ayad : Pour Israël, la «nakba» n'existe pas.

3-4 Robert Baer : Le rôle de Tel-Aviv dans les perceptions déformées de cette région proche-orientale.

3-5 Serge Dumont : Israël veut se débarrasser de ses étrangers en situation illégale.

3-6 Chérif Boudelal : Une première aux USA.

4 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

4-1 Amir M. Maasoumi : la lutte des juifs anti-sionisme pour les droits des palestiniens.

4-2 Stéphanie Wenger : Ces bombes qui défigurent les Palestiniens.

4-3 Ennasri Nabil : Voilà comment j'ai été arrêté, détenu et refoulé par Israël !

Tiré a part

Congrès du Fatah 2009 : fumée, jeux de miroirs et amertume.

Bethléem a connu quelques jours peu habituels. Terminé, son charme suranné. La police palestinienne fait des heures supplémentaires et les petits cafés de la ville sont animés par des hommes en complet fumant cigare, pour la sixième assemblée générale du Fatah. Le mouvement Fatah, laïque, a été fondé dans les années cinquante et se trouve depuis à l'avant-plan du mouvement national palestinien.

Pour beaucoup des 2.000 responsables du Fatah exilés de Palestine depuis des lustres, c'est une première visite. La dernière conférence générale de ce genre a eu lieu il y a plus de 20 ans à Tunis, mais le congrès de cette année, qui doit réélire les 21 membres du comité central de l'organisation, arrive à un moment crucial de la lutte palestinienne.

Avec l'acte de violence récent (encore un) d'Israël - la spoliation et l'expulsion de deux familles de leur maison de Cheikh Jarrah à Jérusalem-Est - le leader de l'Autorité Palestinienne (AP) Mahmoud Abbas et ses cohortes du Fatah doivent travailler contre l'impudente attitude, sans le moindre compromis, du Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Mais il y a une chose pour laquelle on peut se fier au Fatah, c'est la puissance exemplaire de sa capacité d'intimidation - dans ce cas avec les attributs du totalitarisme tel que défini par le parti unique et la suppression de toute opposition.

A Bethléem donc, la cérémonie d'ouverture du congrès a commencé. Des affiches de martyrs et d'innombrables calicots tentant de rendre visible un esprit de résistance couvrent les murs de la salle de conférence : certains avec des slogans appelant les Palestiniens au retour, d'autres insistant sur le combat armé et l'indépendance. L'hymne du Fatah retentit et la foule solennelle se tient debout, les bras mollement pendants. Quelques secondes plus tard, les délégués sont pris par un spectacle de chants et d'applaudissements quand Abbas, dont le mandat présidentiel expire en janvier prochain, apparaît sur la scène. Comme il attendait son tour pour lire ce qui ressemblait aux incontournables 60 pages de discours, un homme déambulait autour de la salle pour distribuer des keffieh (le traditionnel foulard à damier) bon marché marqués Fatah aux délégués et aux journalistes. Il insistait pour que chacun le porte pour les caméras.

Le spectacle se poursuit avec un discours mélodramatique par l'ex-premier ministre Ahmed Korei, qui possède une part des Ciments al-Qods, société qui a vendu du ciment à Israël pour la construction du Mur illégal en Cisjordanie. Réveillant l'angoisse du passé, Korei a rappelé le souvenir du défunt dirigeant et fondateur du Fatah, Yasser Arafat, et demandé une minute de silence pour les martyrs du Fatah en Palestine.

Abbas prend les commandes sur scène, décrivant Bethléem comme le lieu de naissance assiégé de Jésus. Les délégués de Syrie, du Liban, d'Allemagne et d'autres lieux écoutent Abbas parler de tous les défis auxquels fait face le Fatah, notamment une attaque en règle contre l'impudence du Hamas qui n'a pas autorisé les responsables du Hamas à quitter Gaza. Comme Abbas parlait de Gaza, un délégué s'est levé de sa chaise, criant et scandant d'une voix menaçante « Mort au Hamas ! » Personne n'a paru dérangé par la haine exprimée par cet homme. Abbas a poursuivi son discours, survolant l'historique de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) depuis sa naissance en 1964 jusqu'à aujourd'hui, pendant deux heures d'affilée.

La vieille garde nationaliste n'a pu tenir en place pendant une heure de discours. Les gens entraient et sortaient dans les couloirs, sous l'auvent extérieur, pour retrouver leurs vieux camarades. Au milieu du charabia politique, un clone de Kadhafi blindé de lunettes de soleil arriva avec un retard très chic, tandis que les téléphones cellulaires sonnaient et que des nuages de fumée de cigarettes auréolaient les têtes des délégués assis à écouter une histoire qu'ils connaissaient déjà et que leurs vies traversaient.

Il était bien difficile de ne pas entendre le ton d'auto-congratulation appuyée d'Abbas dégoulinant des hauts-parleurs alors qu'il parlait de l'importance d'améliorer les mesures de sécurité en Palestine. Il parla des nouvelles lois que la police palestinienne a renforcées dans le but de « discipliner les Palestiniens » ainsi que d'une enquête sur la mort d'Arafat - bien sûr sans mentionner les récentes allégations du Secrétaire général et chef du département politique de l'OLP, Farouk Kaddoumi, selon lesquelles Abbas lui-même aurait collaboré avec Israël pour causer la mort du défunt président.

Il interpella Kaddoumi indirectement, disant que ceux qui veulent dénoncer la mort d'Arafat devraient avoir honte d'eux-mêmes. Mais aucune mention ne fut faite malgré la décision draconienne d'Abbas de fermer temporairement les bureaux cisjordaniens d'Al-Jazeera pour avoir diffusé des interviews où Kaddoumi portait ses accusations incendiaires.

Beaucoup de jeunes et de vieux restèrent cyniques quant à la possibilité de surmonter les conflits internes de l'organisation, disant qu'ils connaissaient tout cela depuis longtemps. Apparemment le seul vrai croyant était Gibril

Rajoub, ex-haut responsable à la sécurité du Fatah et ancien chef de l'une des nombreuses forces de sécurité de l'AP, qui est considéré comme un des successeurs possibles d'Abbas. Rajoub a déclaré à la horde de journalistes qui lui tendaient leurs micros que le congrès était « une renaissance » qui allait revitaliser le Fatah.

Mais il suffisait de sortir pour voir la ségrégation régnant parmi les délégués. Les aînés de la diaspora, en uniformes kaki rappelant leurs jours révolutionnaires, se rassemblaient en fumant des cigarettes et buvant du Nescafé, tout en exprimant leur gratitude d'être revenus en Palestine avec les permis d'une semaine octroyés par Israël. Ensuite il y a la jeune garde : anciens combattants comme Zakaria Zubeidi, l'ancien leader des Brigades des Martyrs d'al-Aqsa, mais aussi le signataire d'un accord d'amnistie avec Israël. Il déborde d'optimisme devant la presse sur l'urgence de la pacification avec Israël.

Comme le disait un responsable du Fatah désireux de garder l'anonymat : « il y a deux avions dans ce mouvement : un avion de dahlanistes [Mohammed Dahlan et ses troupes] - qui n'ont que paix et pragmatisme à la bouche, et un autre avion de résistants - ceux qui veulent maintenir en vie la lutte armée. Mais il y a tant de corruption de la part de ceux qui tiennent des hautes positions que je ne pense pas que nous puissions nous rencontrer ... c'est entre eux et nous ».

Peu importe que la Cisjordanie et Gaza deviennent de plus en plus dépendantes des organisations d'aide occidentales pour développer leur villes et leurs villages, Abbas a insisté pour montrer aux délégués de l'exil le « succès » de l'AP. Malgré l'absence d'Etat palestinien, Abbas a dit combien il avait amélioré la sécurité d'Etat. A ces mots, Mohamed Edwan (haut responsable des relations avec la presse, qui par hasard était assis à côté de moi) a branlé du chef, en disant « C'est un état policier, pas un état en sécurité ».

Il est déjà difficile de percevoir le but de telles cérémonies, mais quand le propre communicateur d'Abbas rejette ce qu'il qualifie de mensonge, comment pouvons-nous attendre que le comité central, l'ordre du jour politique et les organismes prenant les décisions électorales agissent à l'unisson avec les membres du parti, moins encore que les dirigeants politiques d'autres factions, voire d'Israël ? Tels sont les feux de joie auxquels le Fatah est confronté lors du congrès.

Sousan Hammad -

The Electronic Intifada

* Sousan Hammad est une journaliste basée dans la ville cisjordanienne de Ramallah.

8 août

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7088

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Curiosité palestinienne

<http://www.aloufok.net/spip.php?article766>

1-2 Deux miracles

<http://www.aloufok.net/spip.php?article768>

1-3 Le mythe de la bonne guerre

http://www.dailymotion.com/video/x10hfx_le-mythe-de-la-bonne-guerre_politics

http://www.alterinfo.net/notes/Les-milices-d-Abbas-executent-un-massacre-contre-les-partisans-du-Hamas-a-Bethleem_b1516755.html

1-4 Le film interdit du massacre de Jenin

http://www.alterinfo.net/LE-FILM-INTERDIT-DU-MASSACRE-DE-JENIN-VIDEO_a34638.html

1-5 Le film interdit par Israël

<http://www.facebook.com/l/;http://video.google.com/videoplay?docid=544783620049774130>

1-6 La police de l'occupation israélienne attaque et arrête Huda Al-Imam.

Les policiers de l'occupation israélienne ont kidnappé lundi soir Huda Al-Imam, présidente du Centre d'Etudes Palestiniennes de Quds, après l'avoir agressée et lui avoir cassé un bras.

Les sources médiatiques à Jérusalem occupée ont dit au journaliste du Centre Palestinien d'Information que les confrontations ont eu lieu entre des citoyens jérusalémites, soutenus par des activistes étrangers, et les policiers,

après que le quartier Sheikh Jarrah ait organisé un sit-in de solidarité pour protester contre les plans de judaïsation de la Ville Sainte par les autorités israéliennes d'occupation.

Les sources ont dit que les policiers avaient emmené Al-Imam dans un centre d'interrogatoires où elle a été accusée de participation à une marche illégale, obstruction au travail de la police et dommage aux biens publics. Les sources soulignent que la tension est très élevée à Jérusalem occupée à cause des pratiques israéliennes qui pourraient entraîner une escalade dans les jours à venir.

[Voir et écouter Huda Al-Imam](#), interviewée pour Arte TV (en français).

« Le promeneur de Jérusalem »,

jeudi 16 avril 2009

Traduction : MR pour ISM

Source : [Palestine Info](#)

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=12403&type=temoignage>

1-7 Les causes de la guerre

Vidéo présentant l'Union Juive Française pour la Paix et les causes de la guerre menée par l'entité sioniste (Israël) contre les Palestiniens. <http://www.dailymotion.com/Pierre-Stambul>

1-8 Gaza-le-grand-mensonge

Bonjour,

La diabolisation de la résistance palestinienne continue.

Claude Moniquet, "expert international en matière de terrorisme et d'islamisme [sic]" qu'on connaît pour ses interventions sur RTL et autres lieux publics bien pensants, a publié un livre appelé "Gaza le grand mensonge".

Dans celui-ci, il "a cerné les spécificités d'une milice et d'un parti 'religieux' comme le Hamas ... parce qu'il est erroné de croire qu'il s'agit d'un 'mouvement de résistance' ..." - le ton est donné.

La préface du livre par un certain Mohamed Sifaoui, qui nous dit d'abord:

"Je tiens à le dire ex abrupto, clairement et sans ambages: dans la guerre qui oppose Israël au Hamas [re-sic], je soutiens littéralement [?] L'armée israélienne dans sa lutte légitime [sic encore] contre cette organisation terroriste portée par cette idéologie fasciste qu'est la doctrine des frères musulmans."

Il ajoute ensuite:

"Je suis très sensible [?] à la cause palestinienne et, par ailleurs, très attaché au droit de cette [?] population à disposer d'un Etat souverain, libre, moderne, démocratique et prospère, etc "

Dernier sursaut d'un néo-conservatisme / sionisme à bout d'argument et emmêlé dans ses propres contradictions?

Marc Deroover

1-9 Jonathan Cook : Des internautes payés pour diffuser la propagande israélienne.

La cote de popularité d'Israël ayant sérieusement baissé dans le monde entier au cours des dernières années, notamment suite aux interventions sanglantes de l'armée israélienne en Palestine et au Liban, les dirigeants israéliens tentent de compenser le déficit d'affection, via une armada d'internautes payés pour relayer leur propagande. Jonathan Cook détaille ces procédés largement éventés.

"L'expression passionnée du soutien envers Israël, dans les réactions et commentaires postés sur les sites internet, les forums, les blogs, Twitter et Facebook, ne semble pas être aussi spontanée qu'elle voudrait le faire croire.

Le Ministre israélien des Affaires Etrangères a mis en place une équipe spéciale et secrète de salariés, dont le travail consiste à surfer sur internet 24 heures sur 24, afin de diffuser la bonne parole.

De jeunes israéliens accros d'internet, le plus souvent fraîchement diplômés ou soldats juste démobilisés et disposant de quelque talent de plume, ont été recrutés pour se poser en surfeurs ordinaires, alors qu'ils relaient la ligne du gouvernement sur la situation au Proche-Orient.

« A tous points de vue Internet est un théâtre du conflit israélo-palestinien, et nous nous devons d'être actifs sur ce théâtre, sans quoi nous perdrons », a déclaré Ilan Shturman, le responsable du projet.

L'existence d'une « machine de guerre » sur la toile a été mise en lumière par la publication du budget annuel du Ministère des Affaires Etrangères. Environ 150 000 dollars ont été affectés pour la première étape de son développement, en attendant des fonds supérieurs pour l'année prochaine.

L'équipe en question serait sous la direction d'un vaste service relevant de ce que les Israéliens appellent « hasbara », littéralement « explication publique », qui signifie plus prosaïquement propagande. Ceci n'inclut pas seulement le travail de relations publiques du gouvernement mais des accords plus secrets passés par le ministère avec une batterie d'organisations et d'initiatives privées qui font la promotion de l'image d'Israël dans la presse, à la télé et sur internet.

Dans une interview de ce mois au Calcalist, journal économique israélien, Shturman, directeur adjoint du département de la propagande (« hasbara ») au ministère, a admis que son équipe travaillait clandestinement.

« Nos gens ne diront pas 'salut, je fais partie du département de la hasbara du ministère des affaires étrangères israélien. Voilà ce que je veux vous dire'. Et ils ne s'identifieront pas forcément non plus en tant qu'Israéliens », a-t-il déclaré. « Ils parleront comme des surfers du net et comme des citoyens, ils écriront des réponses qui auront l'air personnelles, mais qui se baseront sur une liste de messages tout préparés que le ministère des affaires étrangères aura élaborés ».

Rona Kuperboim, journaliste à Ynet, le site web d'information israélien le plus populaire, a dénoncé cette initiative, qui prouve selon elle qu'Israël est devenu un Etat totalitaire. « De bonnes relations publiques ne peuvent rendre la réalité des territoires occupés plus aimable. Des enfants sont tués, des habitations bombardées, des familles affamées. »

Sa chronique entraîna certains commentaires d'internautes demandant par quels moyens ils pouvaient proposer leur candidature à un job au sein de l'équipe dirigée par le Ministère !

Le projet n'est que la formalisation de pratiques de communication que le Ministère a développées à l'occasion de l'opération menée à Gaza en décembre et janvier derniers.

« Au cours de l'opération « plomb durci » nous avons fait appel aux communautés juives de l'étranger, et avec leur aide nous avons recruté quelques milliers de volontaires qui se sont joints aux volontaires israéliens » a indiqué Shturman.

« Nous leur avons donné le matériel de base et celui de la « hasbara », et nous les avons envoyés représenter le point de vue israélien sur les sites web et dans les sondages sur le net ».

L'armée israélienne intervient également sur l'un des espaces les plus populaires, le site de vidéo-partage YouTube, y téléchargeant régulièrement des clips, dénoncés comme des mensonges par les organisations israéliennes de défense des droits de l'homme.

Shturman a précisé que durant la guerre, le ministère avait concentré ses efforts sur les sites web européens, où l'audience était plus hostile à la politique israélienne. En haut de la liste des sites visés par ce nouveau projet, la BBC Online et les sites arabes du Web.

Elon Gilad, qui dirige « l'armée de blogueurs », déclara au Calcalist que, pendant l'attaque menée sur Gaza, de nombreuses personnes avaient contacté le Ministère pour offrir leurs services. « Ils sollicitaient simplement de l'information, et ensuite nous pouvions voir cette information circuler sur toute la toile. »

Il a suggéré qu'il y avait eu une coopération étroite avec le ministère de l'immigration, qui fournissait des listes de gens à contacter à des milliers d'immigrés récents en Israël, lesquels ont rédigé des messages pro-Israël sur les sites web, dans leur langue maternelle.

La nouvelle équipe devrait augmenter la proche coordination du ministère avec un groupe privé de soutien, giyus.org (« apportez à Israël votre soutien uni »). Près de 50 000 sont censés télécharger le programme Mégaphone, qui envoie un signal d'alerte à leur ordinateur dès qu'un article critiquant Israël est publié. Ils doivent alors bombarder le site en question de commentaires pro-israéliens.

Nasser Rego, de Ilam, un groupe basé à Nazareth qui surveille les médias israéliens, confirme que les organisations arabes en Israël font partie des cibles régulières des groupes hasbara, pour cause de « diffamation ». « Si ces gens-là se travestissent eux-mêmes, on peut penser qu'il n'auront aucun scrupule à travestir les intentions des groupes et des individus à propos desquels ils écrivent. Leur objectif, c'est clair, est de discréditer ceux qui se battent pour les droits humains des Palestiniens et pour la justice. »

Quand ce reporter interpella le Ministère des Affaires Etrangères, Yigal Palmor, porte-parole, nia l'existence de cette « armée de blogueurs », admettant toutefois que les responsables politiques réfléchissaient à l'utilisation des nouveaux médias.

Il n'a pas précisé quels propos de Shturman ou Gilad avaient pu être déformés par les médias en langue hébraïque, et a fait savoir que le Ministère n'avait pas l'intention d'engager des poursuites à ce sujet.

En fait, Israël a développé une démarche de plus en plus sophistiquée concernant les nouveaux médias, depuis 2005 et le lancement de la campagne « Brand Israël ». Le marketing a persuadé les responsables politiques qu'Israël devait davantage mettre en avant ses réussites dans les domaines économique et scientifique, notamment les percées médicales. Pour Shturman, son staff doit se servir des sites internet pour imposer « l'image d'Israël, pays développé contribuant à la qualité de l'environnement et à l'humanité ».

David Saranga, en charge des relations publiques au Consulat Général d'Israël de New York, et qui a dirigé la dynamique d'accentuation de la doxa pro-israélienne, s'est expliqué la semaine passée, arguant du fait qu'Israël partait avec un handicap face aux pro-palestiniens. « Au contraire du monde musulman, qui dispose de centaines de millions de supporters, qui ont adopté le récit palestinien en vue de saper Israël, le nombre de Juifs dans le monde n'est que de 13 millions », écrivit-il sur Ynet.

En réalité, Israël constate avec inquiétude que le soutien à son endroit ne fait que baisser parmi les jeunes générations d'Europe et des Etats-Unis. C'est ce qui a amené, en 2007, le Ministère des Affaires Etrangères à faire publier dans Maxim, magazine masculin très populaire aux Etats-Unis, des photos de soldates israéliennes posant en maillots de bain."

Jonathan COOK*

Source : [Israel deploys cyber team to spread positive spin](#)

*Jonathan Cook est écrivain et journaliste. Il vit à Nazareth. Ses derniers livres : Israel and the Clash of Civilisations : Iraq, Iran and the Plan to Remake the Middle East (Pluto Press) and Disappearing Palestine : Israel's Experiments in Human Despair (Zed Books).

Son site web : www.jkcook.net

(Traduction : Carole SANDREL et Sam de Radio Campus Lille)

1-10 Richard Silverstein : Alerte à la propagande Hasbara ! La machine de relations publiques sioniste se met en marche.

Avec le recrutement par le ministère des Affaires étrangères israélien d'un réseau de volontaires destiné à inonder les sites d'information de messages pro-israéliens, nous entrons dans l'ère de la propagande en ligne. Les brigades de la hasbara contre-attaquent !

Vous n'arrêtez pas d'entendre parler des tentatives d'Israël visant à manipuler les médias.

Tout le monde sait que de telles pratiques ont cours, mais habituellement, elles sont le fait de cyber activistes comme ceux liés au site Giyus et son logiciel de suivi des médias Megaphone [NdT : Giyus est l'acronyme de 'Give Israel Your United Support' - 'Soutenez, Israël, unis et tous en chœur !'.

En 2006, en moins de 4 mois, plus de 25 000 utilisateurs enregistrés sur ce site avaient téléchargé le logiciel Megaphone, qui leur permet de recevoir des alertes leur indiquant d'intervenir sur tel ou tel site Internet].

Nous savons désormais que le ministère des Affaires étrangères israélien en personne orchestre ces efforts de propagande destinés à inonder les sites d'informations d'arguments et de données pro-israéliens.

Un lecteur de mon blog a reçu le courriel suivant qui mentionne l'objet de la démarche et l'organisation qui l'a initiée.

Cette offre pour devenir « volontaire des médias » pro-israélien inclut également une liste de liens vers des sites-clefs que le ministère voudrait voir ciblés en priorité par des commentaires pro-israéliens :

Chers amis,

Nous détenons la suprématie militaire [sic], pourtant nous perdons la bataille dans les médias internationaux.

Nous devons gagner du temps afin que l'armée israélienne réussisse, et le moins que nous puissions faire est de passer quelques minutes (de plus) sur Internet. Le ministère des Affaires étrangères fait de gros efforts pour rééquilibrer les médias, mais nous savons tous que cette bataille se joue sur les volumes. Plus nous nous impliquons dans des commentaires, blogs, réponses, votes – plus nous gagnons d'opinions favorables à notre cause.

Le ministère des Affaires étrangères israélien m'a demandé d'organiser un réseau de volontaires qui souhaitent contribuer à cet effort collectif. Si vous acceptez, vous recevrez des messages quotidiens, un ensemble de logiciels et une liste de cibles.

Si vous souhaitez participer, s'il vous plaît répondez à ce message.

Mon ami a répondu et a reçu ce communiqué officiel du ministère présentant les idées-forces quant à l'opération Plomb Durci, idées qu'il devait utiliser au cours de ses efforts de propagande.

Parmi les liens mentionnés, il y avait un article de Peter Beaumont ouvert aux commentaires. Les cibles suivantes y étaient listées : le Times, le Guardian, Sky News, la BBC, Yahoo! News, l'Huffington Post, et le Dutch Telegraaf. Étaient également ciblés d'autres sites d'information en hollandais, espagnol, allemand et français considérés comme critiques à l'égard de l'invasion.

Commentaire : Ce « communiqué » est truffé des contrevérités que nous avons déjà documentées telles que « Il n'y a actuellement aucune crise humanitaire dans la bande de Gaza » (j'ai souligné certains passages) et « Israël s'est lancé dans cette opération après avoir épuisé toute les possibilités d'arrêter la terreur issue de Gaza » [...]

Localement, ici à Seattle, des activistes pacifistes ont organisé devant un bâtiment fédéral une manifestation à laquelle 500 personnes ont participé. Dans le communiqué du ministère des Affaires étrangères publié le lendemain, on demanda aux volontaires de publier des commentaires sur l'article du Seattle Post Intelligencer's relatif à cette manifestation.

La liste des commentaires est remplie de contributions issues de la hasbara, dont les arguments préprogrammés modifient l'équilibre et le ton de la discussion et lui donnent une coloration beaucoup plus favorable à Israël qu'elle ne devrait l'être.

Ici, le coordinateur du ministère des Affaires étrangères décrit une réunion à laquelle il a participé dans les locaux officiels du gouvernement :

Bonjour à tous,

J'ai participé aujourd'hui à une réunion au ministère des Affaires étrangères et j'ai été très heureux d'apprendre que d'après leurs statistiques, la situation d'Israël sur Internet s'améliore de jour en jour.

Cela veut dire que vous faites du bon boulot ! Le ministère des Affaires étrangères s'inquiète de l'opinion publique défavorable en Europe. Par conséquent, concentrez s'il vous plaît vos efforts sur les médias européens.

Comment pouvez-vous aider ?

- Identifiez les batailles sur Internet dans différentes langues et informez-nous en
- Commentez/publiez/votez sur les sites listés et les autres ; vous pouvez utiliser les sources en pièce jointe
- Ecrivez des lettres aux auteurs et aux éditeurs. Présentez-vous comme une habitant du coin.
- Faites participer vos amis à cette activité

Le message suivant avait pour but d'encourager l'effort des activistes pro-israéliens :

Les gouvernements de la planète sont encore patients avec l'opération israélienne légitimement menée à Gaza. A contrario, l'opinion publique [sic] est impatiente, c'est le moins qu'on puisse dire. Cet écart va vite se réduire – comme toujours.

Notre but est d'infléchir l'opinion publique, telle qu'exprimée sur Internet, afin d'éviter ou, tout du moins, de minimiser des sanctions internationales. Nous devons gagner du temps pour que l'armée israélienne atteigne ses objectifs.

En plus des arguments fournis par le ministère des Affaires étrangères, les activistes pro-israéliens ont accès à des documents sources pro-israéliens qu'ils peuvent utiliser comme référence dans leurs commentaires :

Bicom.org.uk/

Commentaire :

[Aish HaTorah's, quelle est la véritable histoire du Moyen Orient ?](#)

Commentaire : 10 minutes ininterrompues de révisionnisme historique à la sauce sioniste.

[Vidéo YouTube : Au milieu des violences à Gaza, des médecins israéliens et palestiniens sauvent la vie d'un bébé.](#)

Commentaire : Qui peut dénigrer le sauvetage d'un bébé ? Mais cela reste de la propagande pour éloigner l'attention de l'horreur généralisée.

[La journaliste de CNN Christiane Amanpour s'entretient avec Tzipi Livni](#)

Commentaire : le « visage féminin » de l'occupation. Suivez ce [lien](#).

[L'attaque militaire contre Gaza devrait être perçue comme partie intégrante de la War on Terror](#)

Commentaire : Formule classique employée par les docteurs ès manipulation : « notre combat est votre combat ». A voir, ce film de présentation des techniques de propagande sionistes, disponible [ici](#).

[Blog tenu depuis le Sud d'Israël par Morit Rozen](#)

Un blog israélien qui décrit combien il est « difficile » de quitter la maison familiale pendant les bombardements de Gaza, d'entendre les sirènes et de rester à l'intérieur (avec pléthore de nourriture, de l'eau courante, de l'électricité et des amis à rencontrer) – si la situation des Gazaouis pouvait être aussi terrible...

Vous souvenez-vous quand le département étasunien de la Défense [payait](#) des entreprises de relations publiques et des journaux irakiens pour qu'ils publient des articles favorables à la guerre en Iraq ? Ces entreprises essayaient également d'introduire des articles favorables à ce conflit dans les journaux étasuniens. Cela provoqua un tollé immédiat au sein des médias qui s'opposèrent à cette manipulation. Nous verrons si la même chose se produit cette fois-ci.

De tels agissements de la part du ministère des Affaires étrangères israélien sont inacceptables. Peut-être considère-t-il cette hasbara comme une manière de maximiser ses efforts pour expliquer la position d'Israël aux médias du monde entier. Je la considère comme une tentative cynique visant à inonder Internet et les médias d'information d'une propagande pro-israélienne, tentative désespérée de se rallier la sympathie de l'opinion publique. Non seulement cela dessert Israël, mais en plus cela discrédite toute tentative d'effort légitime de ce ministère visant à expliquer la situation d'Israël au monde, puisque personne ne croira plus les paroles d'une organisation impliquée dans une propagande aussi flagrante.

Sans parler de la médiocrité de ces réseaux d'activistes. Qu'y gagnent-ils ? Quelle est leur efficacité, et combien de lecteurs arrivent-ils à convaincre ? À ce propos, j'ai remarqué qu'il y avait des membres de la hasbara même sur mon blog. On les voit venir à des kilomètres, car ils n'ont jamais publié de commentaires avant d'écrire une phrase du type « j'apprécie votre blog depuis longtemps, mais tout individu normalement constitué sait que le Hamas est là pour détruire Israël bla, bla, bla ... ». Des formules plutôt stéréotypées. Vous pouvez également taper dans Google quelques extraits de ces commentaires, et si vous voyez qu'ils apparaissent sur d'autres sites, alors vous savez que vous avez à faire soit à un propagandiste de la hasbara, soit à un individu souffrant de troubles obsessionnels compulsifs.

Dans certains cas, les médias occidentaux peuvent être volontairement ou involontairement victimes de telles manipulations. Tony Karon [souligne](#) que l'historien et journaliste pro-israélien Michael Oren a publié plusieurs textes depuis le début de l'attaque contre Gaza dans des journaux étasuniens comme le New Republic ou le [Los Angeles Times](#). Il joue également un rôle actif au sein de l'armée israélienne à Gaza, puisqu'il occupe la fonction d'officier des affaires publiques en liaison avec les médias internationaux. Vous ne trouverez aucun de ces "détails" mentionnés dans l'espace éditorial du Los Angeles Times. Concrètement, les médias autorisent des parties prenantes comme Oren à se faire passer pour des experts indépendants, ce qu'ils ne sont pas du tout. Il est nécessaire que les éditeurs mènent les vérifications qui s'imposent lorsqu'ils publient un document qui défend l'une ou l'autre des parties, pour valider qu'il n'y a pas conflit d'intérêt ou un autre facteur qui pourrait influencer le jugement du commentateur.

Il semble bien que nous soyons désormais complètement entrés dans l'ère de la propagande en ligne.

Richard Silverstein

[The Guardian](#)

Commentaires de [Sott.net](#)

Traduction : Axel D. pour Futur Quantique

<http://www.futurquantique.org/axe-du-mal/569-alerte-a-la-propagande-hasbara--la-machine-de-relations-publiques-sioniste-se-met-en-marche>

1-11 5e anniversaire de l'arrêt de la Cour de justice internationale qui condamne l'existence du mur de la honte.

Quand une compagnie de téléphone israélienne décide d'illustrer via une publicité combien le mur de Cisjordanie peut être cool afin de vendre son produit, cela donne ceci : <http://presse-citrons.blogspot.com/2009/08/allo-la-manipulation-televisuelle-ce.html>

Pour la compagnie de téléphone, Cellcom pour ne pas la nommer, cette pub n'est pas politique et c'est une "**coïncidence**" si la vidéo a été diffusée la veille du 5e anniversaire de l'arrêt de la Cour de justice internationale qui condamne l'existence de ce mur.

Autre détail amusant, on ne voit pas de Palestiniens dans la version officielle de la pub Cellcom. Juste un ballon qui revient tout seul comme par magie. D'ailleurs c'est peut-être Gérard Majax qui leur renvoie la balle. Ou une tribu de chimpanzés en train de faire une partie de volley. Voire un trampoline olympique déposé là par inadvertance.

Ou imaginez plutôt ceci : de l'autre côté un Jean-Pierre Papin en train de réserver le cuir à ces militaires d'une magnifique "papinade". C'est grand. Merci Cellcom et merci aux Palesti (...) **Palesti quoi déjà ?**

Marifrance

31 juillet

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Les squatteurs en Palestine se sont tiré des roquettes sur eux-mêmes !

Automutilation : pour tester leur super futur bouclier anti-roquettes (baptisé Saar-5... euh Ira.. Iron Dome), les squatteurs sionistes ... en Palestine se sont tirés des roquettes sur eux-mêmes !

Le Goujat

ran... Iron Dome : en même temps qu'on apprenait que des sous-marins et navires de guerres sionards avaient passé le Canal de Suez avec la bénédiction de leur boys Ehoud Moubarak pour faire cap vers l'Iran, on vient d'apprendre que, dès l'année prochaine (2010), la colonie sionarde en Palestine allait déployer un invincible bouclier anti-roquettes (baptisés officiellement Iran... euh Iron Dome mais dont le véritable nom est Saar-5) qui devrait la protéger contre toute "attaque" du Hamas (comme celle de décembre/janvier dernier) et du Hezbollah (comme celle de l'été 2006) et ainsi lui permettre de mener en toute sécurité ses opérations de "riposte préemptive". Voilà qui laisse donc quelques mois de répit à un Iran déjà considérablement affaibli par la crise institutionnelle qui a suivi la victoire usurpée du terrible Mahmoud Ahmadinejad contre le réformateur patriote Mir-Hossein Moussavi et sa clique de petits bourgeois... À moins bien sûr que la date annoncée soit fautive et que le bouclier soit d'ores et déjà opérationnel, ce qui voudrait dire que la riposte préemptive contre l'Iran serait imminente.

Automutilation : mais au delà du fait lui-même, ce qui est intrigant dans cette histoire c'est que pour tester leur bouclier anti-roquettes, les néo-pieds noirs de Sion ont dû avoir recours à des tirs automutilatoires en se tirant des roquettes sur eux-mêmes pour voir si elles étaient bel et bien interceptées par le dispositif. Quant à savoir si, pour procéder à ces tirs (sur "Sdéroth" ?) lesdits sionards se sont déguisés en arabes et sont allés à Gaza ou la Cisjordanie, je n'en sais rien... Mais en tout cas les Palestiniens ont eu du bol de ne pas se prendre une "riposte proportionnée" suite à une mauvaise interprétation de ces tirs de roquettes !

Doit-on comprendre que ni le Hamas ni le Hezb ne sont neutralisés ? : ce qui est amusant aussi c'est que la mise en place d'un tel dispositif anti-roquettes prouve que le Hezbollah comme le Hamas sont encore en mesure d'en tirer de ces fameuses roquettes et qu'ils n'ont donc pas été anéantis par les éclatantes victoires de 2006 et de décembre/janvier dernier. Même si l'objectif d'inonder de sang d'enfants innocents l'autel de leur Idole a pleinement été atteint, celui-là ne l'aurait donc pas été puisqu'on nous dit même que le Hezbollah s'est considérablement renforcé depuis.

Les sionards vont-ils aussi se tirer des missiles sur la gueule pour tester "arrow", leur bouclier anti-missiles ? : Mais se prémunir des "roquettes" du Hamas et du Hezbollah n'est pas tout ! Il y a aussi le problème des missiles

iraniens voire syriens qui pourraient être tirés sans aucune raison si l'Iran venait à être attaqué ! Mais pour se protéger de cela, les tueurs d'enfants de Sion ont aussi une solution et elle s'appelle "Arrow", un vaste projet de bouclier anti-missiles ballistiques qui devrait être opérationnel incessamment sous peu. Reste plus qu'à espérer que ni le Hezb ni le Hamas ne disposent de missiles ballistiques car j'ai l'impression que cette éventualité n'a pas été envisagée par les vaillants stratèges de Sion.

Le Goujat

Mercredi 22 Juillet

<http://la-paille-et-la-poutre.blogspot.com/2009/07/automutilation-pour-tester-leur-super.html>

http://www.alterinfo.net/les-squatteurs-sionistes-en-Palestine-se-sont-tires-des-roquettes-sur-eux-memes-!_a34829.html

2-2 Israël défend l'usage de la force et du phosphore blanc dans l'offensive à Gaza.

Le gouvernement israélien affirme dans ce qu'il présente comme son premier rapport exhaustif sur l'offensive dans la Bande de Gaza en décembre et janvier derniers qu'il n'a pas commis de crimes de guerre et qu'il a été forcé de passer à l'attaque par les tirs de roquettes incessant(...) du Hamas sur son territoire.

"Israël avait, et le droit, et l'obligation, de prendre des mesures militaires contre le Hamas à Gaza pour faire cesser les tirs presque incessants de roquette et de mortiers du Hamas", lit-on dans ce rapport de 160 pages, qui précise que 12.000 roquettes et obus de mortier ont été tirés sur Israël entre 2000 et 2008, dont près de 3.000 en 2008. "En vertu du droit international, Israël avait parfaitement le droit d'utiliser la force militaire pour défendre ses civils", ajoute-t-on. La réponse a été "nécessaire et proportionnée".

Les combats avaient fait plus de 1.100 morts côté palestinien -des combattants du Hamas pour la plupart, selon l'armée.

Tsahal a reconnu avoir utilisé plus de force que strictement nécessaire afin de limiter ses propres pertes. Dix soldats israéliens ont été tués, ainsi que trois civils victimes de tirs de roquette palestiniens.

Le rapport précise qu'Israël enquête sur une centaine de plaintes et a ouvert 13 enquêtes criminelles. L'armée a porté ce nombre à 15 dans un communiqué jeudi soir. L'Etat hébreu affirme que les pertes civiles étaient inévitables parce que le Hamas tirait depuis des quartiers très peuplés.

En ce qui concerne les obus au phosphore blanc, Israël dément que des dizaines de Palestiniens aient été tués ou blessés par ces engins servant à créer des écrans de musée. "Il ne paraît pas y avoir de morts documentées à Gaza résultant de l'exposition au phosphore blanc lui-même", écrit-on.

Certes, reconnaît-on, des chemises d'obus contenant des résidus de phosphore blanc pourraient avoir fait des blessés ou provoqué des incendies mais, estime-t-on, "il ne semble pas que les dégâts liés à cette utilisation puissent être considérés comme excessifs". Des enquêtes sont en cours, précise le rapport.

Le rapport publié jeudi soir est une réponse aux Palestiniens, aux Nations unies et aux organisations de défense des droits de l'Homme qui accusent l'Etat hébreu de violation du droit international de la guerre, et notamment d'avoir sciemment détruit des biens et tué des civils.

"Ce rapport est ridicule, stupide et ne mérite pas de réponse", a réagi un responsable du Hamas, Mushair al-Masri.

Pour sa part le président Abbas, avait dénoncé les tirs de roquettes du Hamas mais aussi la réponse israélienne qu'il jugeait excessive.

AP

31-07

http://fr.news.yahoo.com/3/20090731/twl-israel-palestiniens-gaza-951b410_1.html

2-3 Gilad Atzmon : Il est peut-être temps de parler de la montée des crimes juifs?

Je fais cela depuis bien longtemps," lance Rosenbaum aux 2 agents.

Il ajoute alors: "Laissez-moi vous expliquer quelque chose. C'est illégal d'acheter ou de vendre des organes. ... Donc vous ne pouvez pas en acheter. Ce qu'on fait, c'est juste dédommager les gens pour le temps qu'ils nous donnent de leur vie."

Comme nous l'apprend le Ministre de l'Intérieur Démocrate Liberal du gouvernement «fantôme », Chris Huhne : « l'Angleterre est en train de mettre en place cette année un nouveau registre honteux, comptabilisant les incidents antisémites,»

Et nous sommes aussi concernés par chaque sortie de presse au sujet de la gigantesque affaire de corruption opérée dans le New Jersey : un procédé de blanchiment d'argent choquant et un commerce d'organe humain mené par un groupe de Rabbins.

Le New York Times rapporte: " C'était plein de détails sur les ventes illégales d'organes ; de négociations odieuses dans les wagons-restaurants, les parkings et les chaufferies ». Dans l'article intitulé : « la laverie juive », le Ynet, un journal Israélien, va même plus loin, fournissant des détails croustillants. « Le FBI a donné l'assaut aux synagogues et a arrêté quelques Rabbins. L'un d'entre eux qui a été placé en détention est le Rabbin Yitzhak Levi Rosenbaum de Brooklyn, il est suspecté de commerce d'organes humains. Il est accusé de mener depuis 10 ans une activité de vente de reins, exploitant la faiblesse de donateurs pauvres et malades. Il aurait convaincu un donateur de vendre son rein pour 10.000 Dollars.

Le Rabbin Levi Rosenbaum l'aurait alors revendu à un receveur pour 160.000 Dollars. »Essayez de vous poser la question : Pouvez vous imaginer un seul instant votre prêtre ou votre imam de quartier s'adonner à un commerce

d'organes humains ? Pouvez imaginer un seul instant un religieux musulman ou un pasteur en train d'essayer de vous acheter votre rein ou vous en vendre un sur un parking ou lors d'un diner ?

Je ne pense pas que vous pouvez concevoir cela.

J'aurais une suggestion au ministre de l'intérieur Démocrate Liberal du gouvernement "fantôme" et à n'importe quel personne qui se sent concerné par « l'augmentation de l'antisémitisme » : Au regard des brutalités exercées par Israël, de la gigantesque escroquerie montée par Madoff et des dernières événements de Rabbins se faisant emmener par les agents du FBI, il est peut-être temps d'arrêter de discuter de l'augmentation de l'Antisémitisme et de commencer à parler de l'augmentation des crimes Juifs.

Gilad Atzmon

Mercredi 29 Juillet 2009

Traduction [Alter Info](#)

http://www.alterinfo.net/Gilad-Atzmon-II-est-peut-etre-temps-de-parler-de-la-montee-des-crimes-juifs_a35132.html

2-4 Colonisation et agressions des colons contre les Palestiniens et leurs biens.

La colonisation se poursuit, en toute illégalité.

Selon le rapport bisannuel publié par l' « administration civile » israélienne, fin juin 2009, le nombre de colons israéliens en Cisjordanie est de 304 569.

Ce chiffre n'inclut pas les colons vivant à l'intérieur et autour de Jérusalem (Est) et ceux des avant-postes, non enregistrés par l' « administration civile ». Le nombre de colons israéliens hors de l'administration des conseils locaux a augmenté de 4,4%. Les colons d'obédience idéologique connaissent la plus forte augmentation de population : colonie Itamar : + 5,1%, Allon Moreh : 4%, Taffouh : 3,79%, Yits'har : 4,86%, Tilim : 6,29%, Mavo Heiron : 8,13%, Nativ Habaka : 8,13%. Un rapport publié par le Bureau central des statistiques, il y a 2 mois, indiquait qu'un tiers de l'augmentation du nombre de colons en 2007 était attribué à des familles de l'immigration et à des familles venant d'Israël adoptant le projet colonial en Cisjordanie.

Le jeudi 23 juillet, des colons d'Yits'har, au sud de Naplouse, ont attaqué des maisons palestiniennes à l'est du village d'Assira, au sud de la ville. Selon des témoins, au moins 10 colons ont pénétré dans le village par l'est et lancé des pierres sur les maisons palestiniennes, notamment celles d'Ibrahim Makhloof et d'Isma'il Hamad. Une jeep de l'armée d'occupation est arrivée alors sur le secteur. Les soldats israéliens ont ordonné aux Palestiniens qui s'étaient rassemblés de rentrer chez eux. Alors qu'ils refusaient, l'armée leur a lancé des grenades lacrymogènes et a roué de coup un enfant palestinien de 10 ans, fils d'Ibrahim Makhloof.

Le vendredi 24 juillet, des dizaines de colons israéliens, accompagnés de soldats, se sont mis à poser une clôture métallique autour d'un secteur de 40 dunums (4 hectares) dans le village de Bourin, au sud de Naplouse (là où ils ont scié les oliviers la semaine dernière), pour y monter un nouvel avant-poste. Vers 11h, des véhicules de police israéliens, escortés d'officiers de liaison de l'armée, sont arrivés et ont évacué les colons. Ils ont aussi demandé aux Palestiniens de fournir les documents prouvant qu'ils étaient propriétaires de la terre et de déposer plainte contre les colons.

Le lundi 27, vers 10h, les FOI ont pénétré dans le village de Kufol Hares, au nord-ouest de Salfit. Elles ont notifié à 8 civils palestiniens l'ordre de cesser leurs travaux de construction dans leurs maisons.

Pour plus d'informations, notamment les noms des victimes, merci de consulter notre site

(<http://www.pchrgaza.org>) ou de nous contacter à notre bureau de Gaza, par mel (pchr@pchrgaza.org) ou par téléphone (+972 (0)8 2824776 - 2825893).

Rapport hebdomadaire pour la période du 23 au 29 juillet 2009 : [PCHR](#)

traduction pour ce qui concerne Gaza : Jacques Salles, et la Cisjordanie : JPP.

2-5 Djallal Malti : Pour les réfugiés palestiniens, le droit au retour dans un cercueil.

« Revenez lorsque vous serez morts ! »

Depuis 60 ans, les autorités israéliennes s'opposent au retour des habitants du village arabe d'Iqrit expulsés en 1948, après la première guerre israélo-arabe. « L'armée (israélienne) nous a ordonné de quitter le village en nous disant qu'on pourrait revenir au bout de deux semaines », se souvient Maarouf Achqar, 79 ans, qui a vécu le 31 octobre 1948 l'évacuation des 450 villageois. « Cela fait 60 ans qu'on attend », poursuit cette mémoire vivante du village. « Par la suite, ils ont détruit le village. Ils n'ont laissé que l'église et le cimetière. C'est comme s'ils nous disaient : "Revenez quand vous serez morts" », s'exclame-t-il. Pourtant, les habitants de nationalité israélienne de ce village chrétien proche de la frontière libanaise ont obtenu gain de cause auprès de la Cour suprême israélienne en 1951 qui, comme pour le village voisin de Biram, s'est prononcée en faveur de leur retour. Selon l'historien israélien Benny Morris, Biram et Iqrit « illustrent la détermination de l'armée dès 1948 à créer et maintenir une ceinture de sécurité » sans présence arabe le long de la frontière nord. Cette politique a été reprise « rapidement par les institutions civiles de l'État », écrit-il dans son livre *The Birth Of The Palestinian Refugee Problem Revisited* (Éditions Cambridge, 2004). « Iqrit était habité par des grecs-catholiques, souligne-t-il, et s'est rendu aux troupes de la brigade Oded sans combattre, en fait, il les a accueillis comme des libérateurs, avec du pain et du sel. »

« C'était un dimanche matin, à 07h30, confirme Maarouf Achqar. Les soldats sont venus de deux côtés. Nous avons hissé le drapeau blanc et nous leur avons donné de la nourriture. Cinq jours plus tard, ils nous ont ordonné

de partir en affirmant qu'on était en danger. » Quelques mois après la décision de la Cour suprême, l'armée a détruit Iqrit. «

C'était le 24 décembre 1951, la veille de Noël, se souvient M. Achqar.

Ils ont rasé le village et démolit toutes les maisons pour nous empêcher de revenir. » Depuis, les habitants et leurs descendants, environ 1 200 personnes dispersées dans le nord d'Israël, poursuivent le combat. « Malgré sa destruction, nous sommes restés fidèles au village », explique Imad Yaqoub, 59 ans, président du comité des habitants d'Iqrit. Ils ont engagé des procédures judiciaires, manifesté et organisé des rassemblements, fait signer des pétitions tout en faisant appel aux papes Jean-Paul II, lors de son voyage en Israël en 2000, puis Benoît XVI, durant sa visite en mai dernier, en vain.

Dans un affidavit concernant Iqrit et Biram en 2001, Ariel Sharon, alors Premier ministre, a estimé que « le précédent du retour dans leurs villages des personnes déplacées serait utilisé à des fins de politique et de propagande par l'Autorité palestinienne », rapporte le quotidien Haaretz. Quelque 760 000 Palestiniens - aujourd'hui environ 5 millions avec leurs descendants - ont pris le chemin de l'exode lors de la création d'Israël, qui refuse d'entendre parler de leur retour.

Aujourd'hui, et malgré le refus obstiné des autorités depuis 60 ans, les habitants d'Iqrit font tout pour maintenir leur village en vie. « On organise une messe par mois, on célèbre mariages et baptêmes dans l'église et on enterre nos morts dans le cimetière. Chaque été, on organise des camps où les jeunes apprennent à connaître le village et son histoire, à aimer Iqrit », explique Imad Yaqoub. « Le gouvernement compte sur le temps pour effacer le souvenir, pour que les nouvelles générations oublient d'où elles viennent, mais nous allons lui prouver le contraire », promet-il.

Djallal Malti

(AFP)

24 juillet 2009

http://www.lorientlejour.com/article/625855/_Pour_les_refugies_palestiniens%2C_le_droit_au_retour_dans_un_cercueil.html

2-6 Un haut responsable du Fatah rentre d'exil.

Mohammed Ghneim, un des derniers hauts responsables du Fatah vivant encore à l'étranger, est rentré mercredi en Cisjordanie après plus de 40 ans en exil.

Seuls trois sur les dizaines de hauts responsables du mouvement, principale composante de l'OLP, avaient refusé de rentrer avec leur chef Yasser Arafat en 1994.

A l'époque, Ghneim, un des fondateurs du Fatah mais opposé au processus de paix d'Oslo, avait affirmé qu'il ne quitterait son exil de Tunis qu'après la création d'un Etat palestinien.

Le vétéran a depuis changé d'avis, et a été accueilli mercredi en Cisjordanie par des centaines de militants.

Ghneim envisage désormais de se porter candidat à un poste à responsabilité lors de la convention du Fatah, la première en 20 ans, la dernière s'étant tenue en 1989 en Alger.

Son retour vient conforter le successeur d'Arafat Mahmoud Abbas, récemment cible des attaques d'un autre haut responsable exilé du Fatah, Farouk Kaddoumi.

Cet autre vétéran de la lutte palestinienne, opposé aux négociations avec Israël et directeur du département politique de l'OLP, est un rival d'Abbas.

La convention devra notamment élire les 18 membres du Comité central.

29-07

<http://www.aloufok.net/spip.php?article747>.

2-7 Congrès du Fatah 2009

1 Réuni en congrès, le Fatah n'exclut pas la lutte armée.

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a ouvert à Bethléem les travaux du congrès du Fatah, le premier depuis vingt ans, en manifestant son désir de paix mais sans renoncer à son "droit légitime à la résistance".

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a ouvert mardi à Bethléem le Congrès du Fatah, le premier depuis vingt ans, en disant son désir de paix mais sans renoncer au droit légitime à la "résistance".

(Reuters/Nayef Hashlamoun)

"*Même si nous avons fait le choix de la paix, nous nous réservons le droit à la résistance, qui est légitime en droit international*", a-t-il dit.

Le terme de résistance, pour les Palestiniens, englobe autant l'idée de confrontation armée que celle de manifestations non violentes.

"*Personne ne peut décider seul*", a toutefois ajouté Mahmoud Abbas à l'adresse de ses rivaux du mouvement islamique Hamas, qui contrôlent depuis plus de deux ans la bande de Gaza.

"*Personne n'a le droit de conduire le pays à la catastrophe. Personne n'a le droit de prendre la décision et de nous conduire là où nous ne voulons pas aller*", a lancé le chef du Fatah, qui a critiqué par le passé les attentats suicide commis par le Hamas, jugés néfastes à la cause palestinienne.

Mahmoud Abbas a cependant souligné que les Palestiniens ne renonceraient jamais à leur droit de répondre à la violence par la violence. "*Nous ne resterons pas les bras croisés face aux incursions israéliennes*", a-t-il averti.

Le projet d'actualisation du programme du Fatah, a-t-on appris de source autorisée, préconise de nouvelles formes de résistance, notamment la désobéissance civile contre les implantations juives en Cisjordanie occupée ou la barrière de sécurité érigée par Israël.

Mais le texte n'exclut pas le recours à la *"lutte armée"* en cas d'échec des pourparlers de paix, ni l'éventualité d'une déclaration unilatérale de création de l'Etat palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

A Gaza, un responsable du Hamas, Aymane Taha, a estimé que le discours de Mahmoud Abbas n'était pas à la hauteur de sa fonction et reflétait *"une mentalité malade représentant une vision partisane étroite"*. *"Le Hamas est la plus importante faction (palestinienne) sur le terrain et pas plus Mahmoud Abbas que quiconque ne peut nier sa présence. Le Hamas n'a pas besoin d'un certificat d'authenticité de la part de Mahmoud Abbas"*, a-t-il dit.

En Israël, Mark Regev, porte-parole du Premier ministre Benjamin Netanyahu, a déclaré à propos de l'expression *"résistance"* employée par le président palestinien: *"Israël cherche une réconciliation historique avec ses voisins palestiniens - nous voulons la paix et le meilleur moyen d'y parvenir est de s'asseoir autour de la table de négociation"*.

PLUS DE DEUX MILLE DÉLÉGUÉS

Plus de 2.000 délégués sont réunis pour trois jours dans la ville cisjordanienne de Bethléem afin d'adopter un programme qui distingue le Fatah des islamistes du Hamas, auxquels les Occidentaux demandent en vain de renoncer à la violence et de reconnaître l'Etat juif.

Mais ce congrès destiné à rajeunir et restructurer le mouvement ne devrait pas enterrer la charte fondatrice qui appelle, comme celle du Hamas, à la destruction d'Israël.

Le texte fondateur du Fatah, créé en 1965 par Yasser Arafat, appelle à la lutte armée *"jusqu'à ce que l'entité sioniste soit supprimée et la Palestine libérée"*.

Azzam al Ahmad, haut dirigeant du mouvement, a déclaré avant l'ouverture des travaux que la charte *"restera(it) en l'état"*.

"Nous sommes dans la phase de libération nationale et nous avons le droit d'employer tous les moyens dans le combat pour faire cesser l'occupation, jusqu'à ce que nous ayons établi l'Etat", a-t-il dit.

Avi Dichter, ancien ministre israélien de la Sécurité publique et député du parti centriste Kadima, a déclaré que laisser la porte ouverte à la lutte armée *"nous renverrait, eux et nous, des décennies en arrière"*.

Des analystes palestiniens soulignent qu'il serait difficile pour le Fatah de lutter avec le Hamas s'il amendait sa charte avant d'avoir trouvé un accord avec Israël sur l'établissement d'un Etat palestinien.

PREMIER CONGRÈS EN TERRE PALESTINIENNE

Ce congrès du Fatah intervient dans un contexte difficile pour la faction de Mahmoud Abbas, qui a vu le Hamas la dominer dans les urnes en 2006 avant de la chasser de la bande de Gaza par les armes un an plus tard.

Environ 400 délégués n'ont pas été autorisés par le Hamas à quitter la bande de Gaza pour se rendre à Bethléem, où une nouvelle génération est censée émerger à la tête du mouvement.

Pilier de l'Organisation de libération de Palestine (OLP), le Fatah doit théoriquement se réunir tous les cinq ans, selon ses statuts.

Mais Yasser Arafat, qui souhaitait s'épargner toute remise en cause de son autorité, n'a eu de cesse de reporter les congrès du mouvement pour diverses raisons jusqu'à sa mort en 2004. La précédente réunion avait eu lieu à Tunis en 1989.

Ce premier congrès tenu en territoire palestinien se déroule dans une école chrétienne près de la Basilique de la Nativité.

Le président de l'Autorité palestinienne s'est retiré des pourparlers de paix avec l'Etat juif après l'offensive des forces israéliennes en décembre et janvier derniers dans la bande de Gaza.

04/08

http://www.lexpress.fr/actualites/2/reuni-en-congres-le-fatah-n-exclut-pas-la-lutte-armee_778432.html

2 Des différends éclatent entre Abbas et des délégués.

Les portes ont claqué mercredi au deuxième jour du congrès du Fatah à Bethléem, en Cisjordanie. Des délégués demandent des comptes sur les finances depuis la dernière réunion en 1989, et d'autres soupçonnent le président Abbas d'avoir manœuvré pour faire élire ses alliés à la direction du parti palestinien.

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a laissé entendre que le congrès devrait être prolongé de deux jours pour s'achever samedi au lieu de jeudi, selon un délégué, Sami Sarhan.

Ce sommet, vingt ans après celui de Tunis, est censé permettre le renouvellement de la direction, débarrasser le mouvement des soupçons de corruption et le renforcer face à son grand rival islamiste, le Hamas, qui a pris le contrôle de la Bande de Gaza par les armes en juin 2007.

Mais la session à huis clos de mercredi a été ponctuée par des cris, et des délégués sont sortis furieux de la salle de réunion. Un délégué, Hussam Khader, a déclaré qu'il s'était levé et avait demandé au Comité central, l'instance dirigeante, de fournir un rapport détaillé de ses activités des 20 dernières années précisant de quelle façon l'argent a été dépensé.

Mahmoud Abbas a répliqué que son discours d'ouverture de mardi était une réponse suffisante. "J'ai élevé une objection et le président m'a ordonné de m'asseoir. Il m'a dit, 'soit vous vous asseyez, soit vous partez'", a raconté le délégué.

Les militants de la "jeune garde" comme Hussam Khader, 46 ans, se plaignent en outre de ce que Mahmoud Abbas et les "vieux" du Fatah se sont arrangés pour faire nombre afin de peser sur l'élection des 21 membres du

Comité central. Nombre des 2.270 délégués à Bethléem ont en effet été choisis par le président de l'Autorité palestinienne.

Autre sujet de discorde : la représentation des quelque 400 délégués empêchés de quitter la Bande de Gaza par le Hamas, en représailles au refus de Mahmoud Abbas de libérer des geôles de Cisjordanie environ 900 prisonniers appartenant au Mouvement de la résistance islamique. Une centaine de délégués de Gaza ont cependant pu se rendre au congrès, soit qu'ils ont quitté le territoire juste après sa chute aux mains du Hamas, soit qu'ils ont réussi à sortir clandestinement ces dernières semaines.

Au début du sommet, M. Abbas a désigné chargé une commission de proposer un moyen de faire participer les délégués retenus, éventuellement en les autorisant à voter par téléphone ou par courrier électronique.

Mais un groupe de délégués emmené par l'ancien homme fort de Gaza, Mohammed Dahlan, a exigé qu'un tiers des sièges du Comité central et de la deuxième instance, le Conseil révolutionnaire, soit réservé aux représentants de la Bande de Gaza. Un lieutenant de Mohammed Dahlan, Samir Macharaoui, est sorti en coup de vent après avoir lu à l'assemblée un communiqué du groupe.

Mohammed Abbas a rejeté les critiques, déclarant qu'il y avait "une différence entre demander des comptes et régler des comptes", selon le délégué Sami Sarhan. Le président palestinien a ajouté que le succès du congrès était primordial car le monde observait les événements.

La vieille garde du Fatah accusée de "détourner" son congrès

Le premier congrès du Fatah depuis 20 ans s'est poursuivi à huis clos mercredi à Bethléem, au lendemain de son ouverture par le président palestinien Mahmoud Abbas.

Ce dernier souhaite faire émerger une nouvelle génération issue du terrain à la tête du mouvement nationaliste par le biais du renouvellement de son comité central.

Mais la "vieille garde", dont nombre d'éléments ont passé des années en exil, semble faire de la résistance, aussi les réformistes se montraient-ils pessimistes sur l'issue de la réunion, la première à se tenir en territoire occupé.

Le dernier congrès du Fatah, le Ve, remonte à l'année 1989 à Tunis, où s'était installée la direction du mouvement après son expulsion de Beyrouth, en 1982, et avant les accords d'autonomie conclus à Oslo en 1993. La direction en place depuis cette époque est de longue date accusée de corruption, d'impéritie, de suffisance et d'absence de transparence par les "jeunes loups" du mouvement.

Cette fois, le comité central du mouvement se voit reprocher de tenter de fausser le congrès par l'ajout de 700 délégués non prévus à la liste initiale de 1.550 congressistes.

Selon Mansour al Sadi, un des représentants de la nouvelle génération qui souhaite avoir son mot à dire dans la conduite du mouvement, cette "tentative de détournement" vise à maintenir le statu quo.

"Nous réclamions la tenue de ce congrès depuis de nombreuses années mais ceci n'est pas le congrès dont nous avons rêvé", s'est plaint de son côté un autre délégué réformiste, Kaddoura Farès.

De source proche du Fatah, on exclut pourtant toute scission au sein du mouvement nationaliste, affaibli depuis le coup de force de son rival islamiste Hamas à Gaza à la mi-juin 2007.

Si les délégués débattent du programme politique du Fatah, sa charte fondatrice, qui continue à prôner la destruction d'Israël, n'est pas remise en cause.

Lors de son discours d'ouverture, mardi, Mahmoud Abbas a déclaré que le mouvement était voué à créer un Etat palestinien et à faire la paix avec Israël mais que la "résistance" demeurerait une de ses options.

Il n'a pas précisé quelles formes celle-ci pourrait prendre, mais les délégués discutent de nouvelles formes d'action contre la colonisation israélienne, comme la désobéissance civile.

Certains délégués ont réclamé des comptes sur la défaite du Fatah face au Hamas lors des législatives de 2006, mais d'autres ont préféré regarder devant eux en faisant valoir que la tenue même de ce VIe congrès était un succès, même si les islamistes de Gaza ont empêché 400 délégués du Fatah de s'y rendre.

Les statuts du Fatah prévoient un congrès tous les cinq ans, mais le défunt Yasser Arafat s'était arrangé pour différer le VIe afin d'éviter toute remise en cause de son autorité.

Ce VIe congrès, qui pourrait se prolonger jusqu'au week-end prochain, doit élire 18 membres du comité central parmi 80 candidats et 120 membres du Conseil de la révolution parmi des centaines de prétendants.

[Al-Oufok avec les agences de presse](http://www.aloufok.net/spip.php?article770)

<http://www.aloufok.net/spip.php?article770>

3 Luttres intestines entre délégués.

La première conférence tenue par le Fatah depuis 20 ans, s'est poursuivie au milieu de luttres intestines entre les délégués.

Les accusations de corruption et manipulations commencent à apparaître, dont Abbas (au centre) et Qureï (à droite) ne sont pas exempts : le premier pour avoir favorisé les affaires de son fils qui possède une entreprise de télécommunications et le second pour avoir vendu aux Israéliens du ciment importé d'Égypte et destiné à la construction du Mur d'Apartheid

La réunion du mouvement de Mahmoud Abbas à Bethléem devait initialement se terminer jeudi après le règlement des différends sur la façon de voter pour une nouvelle direction.

Mais la conférence été prolongée jusqu'à la fin de la semaine après que quelques partisans de réformes aient quitté la conférence mercredi en accusant Abbas de manipulation dans le choix des délégués.

Il y a eu aussi de nombreux appels pour un rapport complet sur la façon dont les fonds ont été dépensés au cours des deux dernières décennies [il n'y a ni rapport d'activité, ni rapport financier dans cette conférence... et pour cause - N.d.T].

« [La conférence] n'est pas une catastrophe, on s'attendait à cela après 20 ans sans réunion », a déclaré Maryam al-Aroui, un délégué du Fatah, à Al Jazeera.

« Concert de récriminations »

« Actuellement, nous essayons de dépasser ces 20 ans d'erreurs et nous essayons de faire en sorte d'identifier des responsables, d'aller de l'avant et de mettre de côté les divergences. »

« Il y a des accusations de corruption et des concerts de récriminations ... mais c'était prévisible et cela va être résolu », déclare al-Aroui.

Nour Odeh d'Al Jazeera's, qui suit les événements à partir de Bethléem, a estimé que les délégués ont fait quelques progrès mais que de sérieuses divergences de vues subsistent.

« Le fait qu'ils aient prolongé la durée de la conférence a vraiment calmé les nerfs de beaucoup de monde ici », dit-elle.

« Les discussions qui ont eu lieu dans la matinée ont été beaucoup plus calmes que celles dont nous avons eu écho un jour avant. »

« [Il y a] des questions en cours de discussion qui vont de la culture et du droit du travail aux questions relatives aux femmes et aussi d'importantes questions d'intérêt national comme ... la prise de la bande de Gaza, ou l'échec du Fatah au cours de la dernière décennie à produire des résultats dans le processus de paix. »

Délégués bloqués

La conférence du Fatah a subi un coup avant qu'elle ne débute après que le Hamas, qui contrôle effectivement la bande de Gaza, ait refusé d'autoriser les 400 délégués du Fatah de Gaza à participer à la conférence, sauf si le Fatah libérait les centaines de militants et partisans du Hamas arrêtés en Cisjordanie [environ 900 personnes - N.d.T].

La conférence a divisé entre eux les délégués du Fatah venus de la Cisjordanie contrôlée par le Fatah, et ceux de Gaza.

Les délégués de la bande de Gaza ont demandé qu'un quota de participation leur soient réservé dans les instances dirigeantes du Fatah, et ont menacé de représailles - probablement une démission collective - si leur demande était rejetée.

Les délégués de Cisjordanie ont estimé que les délégués de Gaza absents pouvaient voter par téléphone ou par e-mail et qu'ils n'avaient pas besoin de quota.

Abbas devait trancher la question au plus tard ce jeudi.

La tâche essentielle de la conférence est d'élire un nouveau comité central et une instance exécutive, dans l'espoir de donner plus de poids à la jeune génération qui a grandi dans la lutte contre l'occupation israélienne en Cisjordanie.

Le dernier congrès du Fatah a eu lieu à Tunis en 1989, lorsque le mouvement était encore sous la direction de Yasser Arafat, le leader palestinien défunt.

7 août 2009 -

Al Jazeera.net

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7083

4 Point de vue de 'La Paix Maintenant': Congrès du Fatah à Bethléem : nous avons un partenaire.

Le dernier congrès du Fatah, le premier organisé depuis 20 ans, a donné lieu à de nombreuses luttes entre clans, qui ont focalisé l'attention.

Mais, au-delà, les résolutions prises lors de ce congrès prouvent qu'il y a bien un partenaire du côté palestinien]

[Edito de la rédaction](#)

Le sixième congrès du Fatah à Bethléem a énormément fait parler de lui à cause des luttes internes entre ses clans et entre les dirigeants du mouvement. Mais si ces luttes ont eu pour objet principal le contrôle de positions-clés au sein du mouvement ainsi que des questions constitutionnelles, on a un peu passé sous silence l'approche générale du Fatah à l'égard du conflit israélo-palestinien.

Le nouveau programme du Fatah, ainsi que le discours du président Mahmoud Abbas, ont bénéficié du soutien quasi unanime des plus de 2 200 délégués venus de toute la diaspora palestinienne. Depuis Bethléem, ils ont envoyé un message sans équivoque : le choix stratégique du mouvement national palestinien demeure deux Etats pour deux peuples.

Bien que le premier congrès organisé par le Fatah depuis 20 ans se soit tenu à l'ombre de l'occupation israélienne et d'un processus de paix dans l'impasse, le mouvement s'est engagé à privilégier l'option diplomatique et les principes de l'initiative de paix arabe. Le Fatah s'est officiellement différencié du Hamas et a rejoint le consensus arabe et international, c'est-à-dire la création d'un Etat palestinien géographiquement continu sur la base des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et une solution juste au problème des réfugiés, en accord avec Israël, sur la base de la résolution 194 des Nations unies.

Le congrès a rejeté l'exigence de reconnaître Israël en tant que « Etat du peuple juif », ainsi que l'idée d'un Etat palestinien aux frontières provisoires. Il est dommage que l'appel à des liens plus étroits avec le camp de la paix

en Israël ait été entaché d'une allusion révoltante à l'assassinat de Yasser Arafat par Israël.

Mais aussi bien le programme du Fatah que le discours de son président ont été clairs : en l'absence d'un réel progrès vers une solution à deux Etats, le mouvement passerait alors, soit à une lutte en vue de créer un Etat binational unique entre la Méditerranée et le Jourdain, soit à une déclaration unilatérale d'indépendance d'un Etat dans les frontières de 1967.

Bien plus : si des négociations ne réussissent pas à mener à la fin de l'occupation dans un avenir proche, le Fatah se réserve le droit de se battre pour la liberté du peuple palestinien par des voies légitimes, y compris en combattant les colons et les forces qui les protègent, et en s'engageant dans la désobéissance civile non armée. Les deux points démontrent les dangers auxquels Israël aura à faire face si la solution de la partition se trouve de nouveau dans l'impasse.

L'énorme intérêt soulevé dans l'opinion palestinienne par ce congrès et le degré de participation impressionnant des délégués montrent qu'en dépit des nombreuses crises que le Fatah a connues, il est toujours le mouvement populaire qui mène le jeu en Cisjordanie. L'opinion et les décideurs en Israël feraient bien d'étudier attentivement les résolutions du congrès de Bethléem.

Il est tout à fait normal qu'Israël n'accepte pas le programme du Fatah, de même qu'il est naturel que la direction palestinienne s'oppose au programme du Likoud.

Mais l'approche du Fatah à l'égard du processus de paix réfute l'argument de la droite selon lequel « il n'y a pas de partenaire palestinien ».

Le sort du pragmatisme du côté palestinien dépendra largement de la politique d'Israël concernant les termes de la reprise des négociations.

Cela comprend la question du gel de la colonisation, les différences d'appréciation entre les parties à propos d'un accord définitif et le degré de détermination dont fera preuve la communauté internationale pour réduire ces différences.

[Edito de la rédaction](#)

Trad. : Gérard pour La Paix Maintenant

17 août 2009

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/1105921.html>

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 [Fares Chahine](#) : Une ONG israélienne 'tire' contre son camp.

L'armée israélienne est de nouveau en accusation pour la guerre à Gaza avec la publication de témoignages de soldats affirmant que des civils ont été utilisés comme boucliers et que les instructions étaient de tirer sans se préoccuper des conséquences.

L'ONG israélienne de soldats vétérans Breaking the Silence a affirmé dans un rapport publié hier que les « pratiques acceptées » au sein de l'armée ont conduit à « une atmosphère permissive dans la structure de commandement qui a permis aux soldats d'agir sans contraintes morales ». Cela s'est traduit d'après elle par « la destruction de centaines de maisons et mosquées sans que cela n'ait d'objectif militaire, l'emploi de phosphore en direction de zones habitées, la mort de victimes innocentes tuées avec des armes légères (et) la destruction de propriétés privées. » Ce rapport est basé sur les témoignages anonymes de 30 soldats engagés dans les combats dans la bande de Gaza (27 décembre 2008-18 janvier 2009). Les témoignages prouvent que la manière immorale dont la guerre a été menée était due « aux systèmes en place et non aux soldats individuellement », a affirmé Michael Manekin, de Breaking the Silence. « A chaque maison dont nous nous approchions, on envoyait les voisins à l'intérieur », a-t-il dit.

Dans un autre témoignage, un soldat a affirmé que son officier lui avait expliqué que « parfois, les forces (israéliennes) entraient dans un endroit en plaçant le canon du fusil sur l'épaule d'un civil, avançant dans une maison et s'en servant comme bouclier humain ». Selon les soldats, les instructions étaient de tirer d'abord et de se poser des questions après. « L'objectif était de mener une opération avec le moins de blessés possibles pour l'armée, sans même se demander quel serait le prix pour l'autre côté », a affirmé l'un d'eux. « Nous n'avons pas reçu pour instruction de tirer sur tout ce qui bougeait, mais on nous disait en général : « si vous vous sentez en danger, tirez » a-t-il ajouté. Un autre a rapporté que son commandant avait déclaré à son bataillon avant d'aller au combat : « Si vous n'êtes pas sûrs, tirez. »

Boucliers humains

Évidemment, l'armée a rejeté en bloc ces accusations, affirmant dans un communiqué que, selon ses propres enquêtes, « il est clair que les soldats des forces armées israéliennes ont opéré en accord avec les lois internationales et les ordres qu'ils ont reçus, en dépit des combats difficiles et complexes ». Elle a ajouté que « la plupart des témoignages sont anonymes et manquent de détails qui permettraient à l'armée d'enquêter, de les confirmer ou de les récuser ». De son côté, le ministre israélien de la Défense Ehud Barak a réaffirmé que l'armée

israélienne était « l'une des plus morales au monde ». Parmi les témoignages présentés par l'ONG figure celui d'un soldat qui raconte comment les civils étaient utilisés comme boucliers humains face aux maisons suspectes. C'est la deuxième fois que l'armée israélienne est confrontée à des mises en cause venant de ses propres rangs après l'offensive à Gaza. En mars, des soldats avaient révélé que des civils palestiniens, sans défense, avaient été tués, mais l'armée avait affirmé que ces témoignages étaient basés sur le « bouche-à-oreille ».

Reste que malgré ces dénégations, plusieurs ONG israéliennes réclament une enquête indépendante sur le conflit. Et dans un rapport publié début juillet, Amnesty International a accusé l'armée israélienne -ainsi que le Hamas palestinien - de « crimes de guerre », affirmant que les soldats de l'Etat hébreu n'avaient pas « distingué entre cibles civiles et militaires » et s'était servie de civils, y compris d'enfants, comme « boucliers humains ». L'offensive israélienne a fait plus de 1 400 morts et 5 000 blessés palestiniens, selon un bilan des services médicaux palestiniens. Elle avait pour objectif de réduire les tirs de roquettes par les groupes armés palestiniens contre son territoire.

[Fares Chahine](#)

16-07

<http://www.elwatan.com/Une-ONG-israelienne-tire-contre>

3-2 Jérôme GUILLAS : Gaza = Phosphore et sang.

Six mois après la fin de l'offensive dans la bande de Gaza, l'Etat hébreu a brisé le silence.

L'armée a bien utilisé du phosphore blanc. Dans un rapport publié par le ministère des Affaires étrangères, Israël se défend toutefois d'avoir enfreint les règles du droit international. La reconstruction du territoire, elle, avec les premières livraisons de ciment, va enfin pouvoir débuter.

L'offensive israélienne à Gaza a duré 22 jours. La reconstruction n'a toujours pas débuté.

(Reuters)

Plus de six mois après la fin de l'offensive israélienne dans la bande de Gaza, l'Etat hébreu a consenti un geste. Celui d'avoir reconnu, pendant l'opération appelée "Plomb durci", du 27 décembre au 18 janvier derniers, l'utilisation de phosphore blanc http://www.lejdd.fr/cmc/international/200905/ces-bombes-qui-defigurent-les-palestiniens_182146.html%3Cbr%20/%3E *. Les images d'enfants brûlés et mutilés en étaient peut-être déjà les meilleures preuves. Si Israël, dans un rapport de 163 pages publié par le ministre des Affaires étrangères, justifie à nouveau cette guerre éclair de 22 jours par son caractère "nécessaire et proportionné" aux tirs de roquettes du Hamas, il reconnaît pour la première fois, sans ambages, des tirs d'obus au phosphore blanc mais dément fermement toute violation du droit international. Tsahal assure que le phosphore n'a jamais été utilisé à l'intérieur de zones d'habitation.

L'armée a "eu recours à des munitions contenant du phosphore blanc", peut-on lire dans le rapport qui fait également état d'une enquête en cours sur quelque cent plaintes contre des abus des soldats israéliens déposées par les Nations unies et des organisations de défense des droits de l'Homme. Malgré de nombreuses accusations et des photos explicites montrant des hélicoptères lâcher des obus au phosphore blanc, l'Etat hébreu n'avait jusque-là ni confirmé ni infirmé l'utilisation de ce type d'armes. Le rapport du ministère israélien des Affaires étrangères survient à quelques semaines d'une enquête des Nations unies pour crimes de guerre dans la bande de Gaza. Au début du mois de juillet, plus de 50 soldats, malgré le devoir de silence que l'armée leur impose, avaient fait le récit de "leur" guerre auprès d'une ONG israélienne http://www.lejdd.fr/cmc/international/200929/gaza-l-envers-du-decor_229833.html et dénoncé les attitudes de leurs supérieurs.

Sur le même sujet

- Proche-Orient: Marathon men http://www.lejdd.fr/cmc/international/200931/proche-orient-marathon-men_233909.html
 - Gaza: L'envers du décor http://www.lejdd.fr/cmc/international/200929/gaza-l-envers-du-decor_229833.html
 - Ces bombes qui défigurent les Palestiniens http://www.lejdd.fr/cmc/international/200905/ces-bombes-qui-defigurent-les-palestiniens_182146.html
 - Amnesty: Les armes sales de Gaza http://www.lejdd.fr/cmc/international/200909/amnesty-les-armes-sales-de-gaza_189626.html
- http://www.lejdd.fr/cmc/international/200931/gaza-phosphore-et-sang_235477.html
- Gaza: Phosphore et sang http://www.lejdd.fr/cmc/international/200931/gaza-phosphore-et-sang_235477.html

Jérôme GUILLAS

Vendredi 31 Juillet 2009

leJDD.fr

3-3 Christophe Ayad : Pour Israël, la «nakba» n'existe pas.

Israël réécrit les manuels scolaires arabes.

Pour les Palestiniens, il ne s'est rien passé en 1948, en tout cas, rien de mal.

C'est ce que veut faire croire le ministère israélien de l'Education, qui a décidé d'exclure le mot nakba des manuels scolaires en arabe destinés aux Palestiniens d'Israël.

La nakba, au sens littéral, c'est la catastrophe.

Pour tous les Palestiniens, ce mot résume l'expulsion de leurs villages et de leurs villes lors de la guerre qui a immédiatement suivi la déclaration d'indépendance unilatérale d'Israël, en mai 1948. Ironiquement, «catastrophe» est aussi le mot utilisé par les Juifs pour désigner la Shoah, le génocide de six millions d'entre eux durant la Seconde Guerre mondiale.

Ultranationaliste. Cette décision sur les manuels scolaires, soutenue par le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, fait partie d'une loi en cours d'examen à la Knesset, le Parlement israélien. L'initiative en revient à Avigdor Lieberman, leader du parti ultranationaliste Israël Beitenou (Israël notre maison) et ministre des Affaires étrangères. Sa formation, qui recrute essentiellement dans les milieux laïcs russophones, est un pilier de la coalition de droite dure au pouvoir. A l'origine, le projet de loi visait à interdire toute commémoration de la nakba, le jour de la fête nationale d'Israël ; il prévoyait même une peine allant jusqu'à trois ans de prison. Lieberman, qui est obsédé par le péril démographique posé par les Arabes israéliens et milite pour leur «transfert», en clair, leur expulsion. Il a aussi l'intention de leur demander de prêter un serment de loyauté à l'Etat hébreu.

Ces mesures ne peuvent qu'être vécues comme une provocation et une incitation à la discrimination par les 1,7 million de Palestiniens citoyens d'Israël qui forment 20 % de la population du pays. Ils jouissent théoriquement des mêmes droits - dont celui de vote et d'être élus - que les citoyens juifs d'Israël, mais font l'objet de tout un ensemble de mesures discriminatoires non écrites. Dispensés du service militaire, ils ne peuvent souvent pas accéder aux emplois publics, ni obtenir des permis de construire aussi facilement que les Juifs.

Suspects. Souvent soupçonnés d'être une cinquième colonne par les Juifs, ils sont suspects aux yeux des Palestiniens des territoires et des réfugiés en raison de leur niveau de vie supérieur et de leur nationalité israélienne. Comment, en effet, expliquer qu'ils soient restés, malgré la guerre et l'occupation ?

La nakba est au cœur de l'affrontement israélo-palestinien. Pour les Juifs, les Arabes ont quitté leurs terres et leurs maisons à l'appel des pays arabes voisins qui s'apprêtaient, en 1948, à envahir le jeune Etat d'Israël. Les Palestiniens estiment, pour leur part, avoir été victimes d'un nettoyage ethnique en règle. Comme l'ont montré les nouveaux historiens israéliens (Benny Morris, Ilan Pappé, Avi Shlaïm, Tom Segev), l'exode des Palestiniens a été le plus souvent le résultat de violences et d'une savante guerre psychologique.

Christophe Ayad

24/07/2009

<http://www.liberation.fr/monde/0101581526-pour-israel-la-nakba-n-existe-pas>

3-4 Robert Baer : Le rôle de Tel-Aviv dans les perceptions déformées de cette région proche-orientale.

Extrait

Robert Baer, ancien agent de la CIA et défenseur intelligent de l'Empire états-unien, multiplie les critiques sur la gestion US du dossier proche-oriental. Dans un entretien accordé à l'agence IPS, il livre sa vision de l'affrontement qui oppose Washington et Téhéran, et du rôle de Tel-Aviv dans les perceptions déformées de cette région.

IPS : Certains analystes pensent que l'attaque israélienne contre le Hamas à Gaza, deux ans après la guerre des Trente-Quatre jours entre Israël et le Hezbollah, s'inscrit dans un plan plus vaste qui aboutira à une offensive armée contre les installations nucléaires de l'Iran ? Israël en prend-il vraiment le chemin ?

Robert Baer : [1] Non. Je pense qu'il y a un veto des autorités militaires contre toute attaque contre l'Iran [2]. C'est tout simplement impossible.

...

Cela équivaldrait au bombardement d'un complexe de l'Onu par Israël à Gaza. Qu'est-ce que cela apporte aux Israéliens ? Rien. Oui, ils ont pu le détruire, le compound de l'Onu, mais qu'est-ce que cela leur a apporté ? Le Hamas est toujours là.

Vous pouvez bombarder toutes les bases militaires iraniennes durant deux semaines, mais l'Iran sera toujours là ; et il aura toujours la capacité de projeter sa puissance, de projeter sa volonté et sans doute même de ressortir encore plus fort qu'avant de ce type de conflit. Et puis, pour l'Iran, la puissance militaire est tellement bon marché que le prix du pétrole lui importe peu, pour la simple et bonne raison que le fait d'armer le Hezbollah ou de soutenir le Hamas à Damas ne lui coûte pratiquement rien. Vous voyez, même si le prix du pétrole chutait jusqu'à 10 dollars le baril, l'Iran pourrait sans aucun problème se payer ce type de défense

....

Dans la vie politique américaine, vous ne pouvez rien faire au Moyen-Orient sans le feu vert de Tel Aviv, tout au moins à un certain niveau. C'est totalement impossible. Je veux dire : je ne vois pas d'autre cas, dans l'Histoire, ou un pays (de plus, une superpuissance) qui soit aussi pieds et poings liés vis-à-vis d'un pays aussi minuscule qu'Israël ! Non, je n'en vois aucun. Je ne peux même pas y songer.

IPS : Et pourquoi est-ce ainsi ?

Robert Baer : Voyez New York City. Prenez tous les plus grands journaux. Ils ont un agenda sioniste. C'est une

évidence. Je ne suis pas juif. Moi (du point de vue religieux), je ne suis rien du tout, d'ailleurs. Je ne suis pas intéressé par les Israéliens. Et je ne suis pas antisémite non plus. C'est simplement une donnée de fait. J'ai proposé à mon éditeur d'écrire un nouvel ouvrage, sur Israël. Il m'a dit : « Vous feriez mieux de laisser tomber ». Personne ne peut dire la vérité, au sujet d'Israël. Personne. Le seul endroit au monde où vous pouvez dire la vérité sur Israël, c'est en Israël. Là-bas, en Israël, les gens vous raconteront des choses que vous n'entendrez jamais aux Etats-Unis.

IPS : Quel genre de choses ?

Robert Baer : Par exemple, pourquoi les gens qui vivent à Gaza sont-ils tellement malheureux ? Eh bien, si vous deviez vivre toute votre vie en prison, vous, vous seriez heureux ? Voilà le genre de chose que vous ne lirez jamais dans le New York Times. Ouvrez le New York Times : c'est quasiment un prolongement d'Israël.

IPS : Quel est l'impact du conflit à Gaza sur le devenir des relations irano-israéliennes et des relations irano-américaines ? Les dernières attaques israéliennes ont-elles totalement détruit le Hamas ?

Robert Baer : Bien sûr que non ; c'est totalement impossible. Le Hamas, c'est un concept, c'est une idéologie. Le Hamas n'est pas une organisation. Oui, c'est ça : le Hamas, c'est une idée, et à moins que les Israéliens n'entrent à Gaza et ne forcent un million et demi de personnes à fuir en Egypte, ils ne contrôleront jamais la bande de Gaza. Ils peuvent faire une opération terrestre, massacrer tous les dirigeants et jeter dix mille personnes en prison : le Hamas n'en ressortira qu'encore plus puissant. Les grands perdants, dans l'histoire, ce sera les gens du Fatah.

IPS : Quelles sont les principales caractéristiques du comportement militaire et politique du Hamas et du Hezbollah ?

Notes

[1] Ancien agent de la CIA, Robert Baer a été considéré comme l'un des meilleurs agents de terrain au Proche-Orient. Depuis son départ de l'Agence, il a publié de nombreux livres à succès, dont La Chute de la CIA - Les mémoires d'un guerrier de l'ombre sur les fronts de l'islamisme, Gallimard, collection « Folio documents », Paris, 2002. et Or noir et Maison-Blanche - Comment l'Amérique a vendu son âme pour le pétrole saoudien, Gallimard, collection « Folio documents », Paris, 2002. Ces ouvrages ont inspiré le film Syriana. M. Baer fait partie des nombreux experts US qui contestent la version bushienne des attentats du 11-Septembre.

[2] Le Réseau Voltaire a été le premier média à analyser le revirement de Washington face à l'Iran. Voir « Washington décrète un an de trêve globale », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 3 décembre 2007. « Pourquoi McConnell a-t-il publié le rapport sur l'Iran ? », Horizons et débats, 17 décembre 2007.

[3] Dennis Ross a longtemps été l'alter ego de Paul Wolfowitz. Il a mené une brillante carrière au Pentagone, puis au département d'État. Il a co-fondé le Washington Institute for Near East Policy (WINEP), le think tank du lobby pro-Israélien aux États-Unis (AIPAC). Il est aujourd'hui conseiller spécial de la secrétaire d'État Hillary Clinton pour les questions proche-orientales, mais devrait prochainement rejoindre le Conseil de sécurité nationale à la Maison-Blanche comme conseiller du président pour l'Iran.

[4] L'amiral Dennis Blair a notamment été directeur associé de la CIA pour le soutien militaires aux opérations, puis chef du Pacific Command. Considéré comme un possible chef d'état-major interarmes, il avait été écarté par Donald Rumsfeld, principalement en raison de son amitié personnelle avec les Clinton. Obama en a fait le directeur du Renseignement national malgré la désapprobation affichée de John McCain pour les républicains.

Notes du Réseau Voltaire

Propos recueillis par Omid Memarian pour Ipsnews.net.

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

http://www.palestine-solidarite.org/interview.Robert_Baer.020709.htm

<http://www.voltairenet.org/article160854.html>

<http://fischer02003.over-blog.com/article-33414642.html>

3-5 Serge Dumont : Israël veut se débarrasser de ses étrangers en situation illégale.

Des rafles controversées viseront 100 000 clandestins

«Non à la déportation.» Outre les associations de défense des droits de l'homme, de nombreux Israéliens ordinaires se mobilisent contre le projet visant à rafler les dizaines de milliers d'étrangers en séjour illégal dans l'Etat hébreu afin de les renvoyer chez eux par la force. Sauf changement, l'opération débutera samedi soir dans plusieurs grandes villes israéliennes dont Tel-Aviv. Elle sera menée par l'unité Oz, une police spéciale créée dans ce but et dépendant du Ministère de l'intérieur.

Motivations religieuses

Selon les estimations, plus de cent mille clandestins venus d'Afrique noire, de Chine, d'Europe de l'Est et d'Amérique du Sud résident dans l'Etat hébreu. Certains s'y sont installés depuis vingt ou trente ans et leurs enfants, qui ont été scolarisés sur place, sont en âge d'être mobilisés par Tsahal (l'armée).

Si la lutte contre l'immigration clandestine a toujours figuré au programme des gouvernements israéliens depuis le début des années 1990, Benyamin Netanyahu et son ministre de l'Intérieur, Elie Yshaï (le leader du parti ultraorthodoxe Shas), ont décidé de lui accorder la plus grande priorité. Pour le premier ministre, il s'agit en effet de libérer rapidement des emplois au moment où le chômage augmente en raison de la crise économique mondiale. Mais pour le ministre de l'Intérieur, la question est avant tout religieuse: à ses yeux, les non-juifs n'ont pas à s'installer en Israël.

Au début du mois, l'unité Oz a perquisitionné au siège de plusieurs administrations municipales ainsi que dans des écoles publiques fréquentées par des enfants immigrés afin de saisir des listes de noms. De l'aveu des responsables de cette police, rien qu'à Tel-Aviv de 1800 à 2000 enfants pourraient être expulsés dès dimanche avec ou sans leurs parents. Quant aux adultes, ils seront également renvoyés même si leur progéniture se retrouvera abandonnée en Israël.

Le caractère implacable de ces mesures soulève un florilège de protestations. « Nous devons nous rappeler qu'il y a soixante ans, nos parents étaient également forcés de se terrer dans des caves pour ne pas être arrêtés », a par exemple déclaré le rabbin Raphaël Guinsberg interviewé par la radio publique. Et de poursuivre: « Dans un Etat qui se veut juif, on devrait interdire tout ce qui ressemble de près ou de loin à une déportation. »

Les réactions sont tellement nombreuses que le président de l'Etat, Shimon Peres, a demandé à Elie Yishai de « réfléchir à des solutions de substitution ». Dans la foulée Binyamin Netanyahu a obtenu de son ministre qu'il reporte de trois mois les expulsions annoncées. Le temps de permettre au gouvernement d'étudier la question en profondeur avant de soumettre un projet de loi à la Knesset. Un répit en forme de victoire pour les défenseurs israéliens des droits de l'Homme.

Serge Dumont

1 Août 2009,

<http://www.letemps.ch/Page/Uuid/b5e1282c-7d48-11de-b99f-2f32bbac36d8|1>

3-6 Chérif Boudelal : Une première aux USA.

Le sionisme dans le collimateur du FBI et ses membres filmés menottes aux poignets, poursuivis pour trafic d'organes et blanchiment d'argent (entre autres) dont Israël serait le bénéficiaire et le maître d'œuvre [L'affaire Madoff ne serait-elle pas liée à ce réseau mafieux sioniste ?](#)

Et si c'était le cas, la crise financière internationale ne serait-elle pas la conséquence d'un réseau mondial lié au lobby sioniste dont le but est de financer Israël ?

Enfin, les méfaits du sionisme commencent à remonter sur la surface ! Un réseau de trafiquants d'organes humains et de blanchiment d'argent sale (entre autres) a été démantelé par le FBI. Pas moins de 44 membres de ce réseau ont été arrêtés. Ce réseau est dirigé par un rabbin et agit au nom d'une ONG « humanitaire » ! Il comprend 3 maires, 2 parlementaires, 5 rabbins, une dizaine de personnalités politiques et des dirigeants d'entreprises ou d'organisations « humanitaires », etc.

Après le blanchiment d'argent, les fonds vont dans les caisses d'Israël, « tout propre ! » via le lobby sioniste New Yorkais. Ceci pourrait signifier que l'AIPAC, connu pour s'identifier à Israël, est la cheville ouvrière de ce trafic. Probablement dans quelques temps nous apprendrons que d'autres réseaux du même lobby ont été identifiés, aux USA ou dans d'autres pays, et que certains membres de ces réseaux se sont réfugiés en Israël pour échapper à la condamnation – sachant qu'Israël est le refuge de tous les assassins et escrocs de religion juive qui y demande asile.

Pour lire les articles ci-dessous ou dans les pièces jointes comportant les noms et CV de ces escrocs (en français et anglais), et voir les photos, cliquer sur les liens suivants :

[UQAM | Entrevues | Dans les coulisses du trafic d'organes](#)

<http://newsdaily.com/stories/tre56m3qu-us-corruption-newjersey/>

[USA : Vaste opération contre le blanchiment](#)

[Ces personnalités politiques](#)

[44 Charged by U.S. in New Jersey Corruption Sweep « Suzie-Q Bernard Madoff, ancien patron du Nasdaq, accusé d'une gigantesque ...](#)

24-07

Chérif Boudelal

4 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Amir M. Maasoumi : la lutte des juifs anti-sionisme pour les droits des palestiniens.

Salam,

Je le dis souvent et je le répète que la lutte des juifs anti-sionisme pour les droits des palestiniens et la fin de l'occupation illégale sioniste, est non seulement une acte de courage et de conscience admirable, mais aussi est une preuve irréfutable qui démasque la propagande sioniste.

la propagande sur laquelle il a réussi de manipuler l'opinion des juifs et non juifs durant plus de 60 ans. De justifier l'existence même d'un entité tout à fait illégitime et illégal comme Israël en tant qu'un "État" pourtant sans histoire ni peuple (originaire et appartenant à cette terre) ni constitution ni les frontières définies....

De défendre indéfendables et de faire taire toutes critiques ou opinions divergentes en le taxant de l'antisémitisme, de l'anti-juif.

De prétendre qu'Israël est un "État juif", Tous les juifs... Que l'idéologie raciale et violente sioniste, est synonyme de judaïsme. Que...

Bravo ces juifs anti Israéliens et anti sioniste pour avoir bisé tous ces "mythes" et mensonges...

Mes amitiés.

Amir M. Maasoumi

4-2 Stéphanie Wenger : Ces bombes qui défigurent les Palestiniens.

LE JOURNAL DU DIMANCHE : " Ces bombes qui défigurent les Palestiniens" Yeux arrachés, peau brûlée, corps disloqués... l'usage d'obus au phosphore interroge !". Reuters

Le docteur Hazem Ibrahim, médecin militaire, fait part de sa surprise: "J'ai vu quatre cas qui n'avaient plus du tout d'yeux à cause de l'explosion. Ils avaient de graves brûlures sur la peau, mais ce produit semble aussi attaquer la structure même du visage, les orbites, les cartilages : les os sont comme dissous... De toute ma carrière, je n'avais jamais vu cela."

Ces bombes qui défigurent les Palestiniens

!) "*Mahmoud ne verra plus jamais mais il ne le sait pas encore*", explique son oncle qui baisse la voix et préfère s'éloigner de l'adolescent avec lequel il est venu depuis Gaza. En fait, sous les épais pansements qui lui mangent la moitié supérieure du visage, Mahmoud, 14 ans, n'a plus d'yeux du tout. Ceux-ci ont été arrachés par le souffle d'un obus au phosphore blanc tombé le 10 janvier dans le quartier de Cheikh Redwan, à Gaza.

Yeux arrachés, peau brûlée, corps disloqués... l'usage d'obus au phosphore interroge. (Reuters)

"*Ce genre de bombe fonctionne comme un aspirateur: les yeux, la partie la plus vulnérable, ont été tirés hors de leurs orbites, raconte Abou Mohamed, l'oncle. Deux autres garçons de son âge qui l'accompagnaient ont été tués: il y avait des morceaux de leurs corps partout.*"

L'homme raconte avoir conduit son neveu, inconscient, couvert de sang et de peau brûlée, jusqu'à l'hôpital Shifa. Ils sont ensuite passés en Egypte par le terminal de Rafah, comme plusieurs centaines de blessés de Gaza depuis le début de la guerre. Transféré à Al Arich, dans le nord de l'Egypte, Mahmoud a finalement été admis à l'hôpital Cheikh Zayed, un établissement moderne de la banlieue du Caire où il est arrivé dans le coma. Les médecins avaient peu d'espoir, mais il s'est réveillé au bout de quelques jours. Son cas et celui de quelques autres, touchés par la même arme, interpellent les médecins égyptiens: si, pour le corps médical, l'usage de phosphore blanc ne fait aucun doute, les effets de cette arme ne sont pas tous connus.

Le docteur Hazem Ibrahim, médecin militaire, fait part de sa surprise: "*J'ai vu quatre cas qui n'avaient plus du tout d'yeux à cause de l'explosion. Ils avaient de graves brûlures sur la peau, mais ce produit semble aussi attaquer la structure même du visage, les orbites, les cartilages : les os sont comme dissous... De toute ma carrière, je n'avais jamais vu cela.*" Yehia est l'un d'eux. Le visage de ce robuste jeune homme de 21 ans est totalement enserré de bandages. Sur son lit, la douleur semble ne pas le lâcher: il agite les bras et les jambes en gémissant. "*Pour lui, une fois les brûlures traitées, la seule solution est de reconstruire complètement son visage en utilisant des matériaux artificiels, estime le Dr Ibrahim, de lui remettre de faux yeux peut-être aussi. Mais il ne verra plus jamais, bien sûr.*"

"Leur peau fondait: on pouvait toucher leurs organes"

Mahmoud, Yehia et les autres - une petite dizaine, en tout, seraient soignés en Egypte - ont été victimes d'armes dont il apparaît de plus en plus qu'elles ont été utilisées de façon illégale. Le phosphore blanc sert d'ordinaire pour éclairer une zone ou pour créer un écran de fumée. Mais son usage pour frapper directement des cibles est très controversé, surtout dans des zones aussi peuplées que la bande de Gaza. Selon Amnesty International, l'usage que Tsahal a fait de cette arme pourrait constituer un crime de guerre.

A Gaza, la grande majorité des personnes atteintes par le phosphore blanc sont mortes immédiatement, comme l'explique le Dr Raed Moustafa. Entré récemment en Egypte avec son petit garçon qui souffre d'une fracture du bras, ce médecin palestinien a exercé jusqu'au 6 janvier à l'hôpital Shifa. Là, il a essayé de traiter plus d'une dizaine de ces patients: "*Je voyais des brûlures aux 3e et 4e degrés. La peau partait en lambeaux. On posait les mains sur eux et leur peau fondait: on pouvait toucher leurs organes. Certains avaient du sang dans les poumons et mouraient tout de suite, comme empoisonnés, comme si leur sang était toxique... Nous ne savions pas quoi faire.*"

Stéphanie Wenger,

Le Journal du Dimanche

August 03

4-3 Ennasri Nabil : Voilà comment j'ai été arrêté, détenu et refoulé par Israël !

Vendredi 17 juillet 2009, Marseille, 5h du matin : j'attends le vol de la Brussels Airlines à destination de Tel Aviv.

L'arrivée est prévue à 16h mais avec une escale à Bruxelles. L'objectif de mon voyage est de passer huit jours en Palestine pour visiter la vieille ville de Jérusalem et notamment la mosquée Al Aqsa, troisième lieu saint de l'islam. Seulement voilà : en m'installant dans l'avion en ce matin ensoleillé du mois de juillet, je ne me doutais pas du calvaire qu'allaient me faire subir les autorités israéliennes pendant presque 3 jours...

J'arrive donc à Bruxelles vers 8h et j'attends ma correspondance qui est prévue à 11h. Première surprise : celle-ci se fera avec un appareil de la compagnie nationale israélienne *El Al* - connue pour ses contrôles de sécurité

draconiens - et non avec un avion de la *Brussels Airlines*. Soit. Après m'avoir posé plusieurs questions, le personnel d'*El Al* me demande de patienter. Plus d'une heure s'écoule et je m'aperçois que tous les passagers - sauf quelques uns qui attendent également avec moi - prennent place à bord de l'avion. Ce dernier décolle alors sans nous. Sans nous donner aucune justification, le service de sécurité de la compagnie nous a refusé l'accès à l'appareil.

Mécontents, nous exigeons des explications. Après de longues discussions au bureau de la *Brussels*, on nous informe que nous partirons pour Tel Aviv le soir même, mais cette fois avec un appareil affrété par la compagnie belge. Après plus de 12 heures passées dans les couloirs de l'aéroport de Bruxelles, nous voilà donc enfin en partance pour Tel Aviv ...

Deuxième surprise (mais qui n'en était pas vraiment une, je me doutais bien que cela allait se produire) : à l'aéroport de Tel Aviv, lors de la vérification des passeports, je suis le seul, parmi tous les passagers, à qui on signale de passer par le service de sécurité. Je m'y dirige donc. S'en suivra huit heures - de minuit à 8h du matin - parsemées d'interrogatoires, de plusieurs fouilles au corps assez musclées, d'attente interminable dans une pièce où, tellement épuisé, je dormirai à même le sol... Passant d'un service à un autre, je me rends progressivement compte que mon cas se complique : en effet, celle qui semble être la chef du service de sécurité de l'aéroport ne croit pas à ma version des faits. « *Ce n'est pas pour du tourisme religieux que vous êtes venu en Israël ! Dites-moi la vérité !* » m'assènera-t-elle régulièrement. D'un air martial, ponctuant ces phrases par des « *I don't like you ! You've got a very bad opinion about Israël* », je comprends vite qu'internet m'a trahi... En fait, les autorités israéliennes ont tout simplement "googliser" mon nom. Et il est vrai que mon engagement en faveur de la cause palestinienne et des droits des peuples a fait sortir de ses gonds notre responsable israélienne...

Vers 8h du matin donc, elle me redonne mon passeport en m'affirmant sèchement : « *You have nothing to do in Israël. Go back to France !* » Après avoir pris mes empreintes, on me dit que je dois reprendre le même vol, mais dans l'autre sens. Sauf que le prochain avion pour Bruxelles est à minuit et qu'il est... 9h du matin. Deux agents israéliens me proposent alors d'aller dans un service où je « *pourrais dormir convenablement et où on me donnera à boire et à manger* ». En arrivant au lieu-dit, je comprends vite que, pour la première fois de ma vie, je passerai ce samedi 18 juillet en détention, dans une cellule à la porte blindée et où visiblement, tous ceux qui ne plaisent pas à Israël sont détenus jusqu'à leur expulsion du pays. A minuit, juste avant le décollage, les policiers israéliens m'emmènent directement à bord de l'avion dans lequel je passerai ma 3e nuit consécutive dans des conditions difficiles. Mon passeport ne me sera restitué par le chef de bord qu'une fois l'atterrissage effectué. Enfin, et pour couronner le tout, je suis rentré chez moi sans ma valise, laquelle est actuellement toujours bloquée à ... Tel Aviv.

Voilà donc le véritable chemin de croix qui m'a été réservé. Mon histoire, outre son aspect révoltant, doit être source de réflexion car elle est significative de l'attitude des autorités israéliennes envers les militants internationaux souhaitant se rendre en Palestine pour témoigner leur solidarité. Je ne suis pas le seul à avoir subi ce traitement dégradant car il faut savoir qu'une véritable discrimination a lieu dès le premier contrôle à l'aéroport de Tel Aviv. Les témoignages sont nombreux, et j'ai moi-même pu le constater en salle d'attente de l'aéroport, qui démontrent qu'Israël se livre systématiquement à des contrôles au faciès et ce, même à l'endroit de ressortissants européens.

En refusant l'accès à la Palestine à des militants des droits de l'homme, l'attitude arrogante et la politique discriminatoire d'Israël se révèlent au grand jour. Après une semaine passée devant le "barrage" de Rafah au mois de février dernier [1], cet épisode déplorable donne une nouvelle fois la mesure de l'intransigeance des autorités israéliennes. Mais qu'Israël sache une chose : tous ces dénis de droit répétés ne font qu'accentuer, chez les militants, leur détermination à poursuivre le combat pour la justice et pour une Palestine libre...

[1] Cf. *Le "barrage" de Rafah ou comment étrangler la bande de Gaza*, Ennasri Nabil,

17-07

www.oumma.com.

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=12403&type=temoignage>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19